

NUMERO D'ETE
JUILLET ET AOÛT
REPARUTION LE 12/09/85

Le monde

Libertaire

Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'F.A.

N° 583 JEUDI 11 JUILLET 1985 10,00 F



CONTRE LES INSOUMIS,
ANTIFASCISTES,
IMMIGRES



LA RÉPRESSION N'A PAS DE SAISON

Editorial

C'EST les vacances ! Des millions de travailleurs partent sur la route du soleil et des terrains de camping surpeuplés pour se gaver d'une impression de liberté qui cessera dans quelques semaines... comme tous les onze mois. Mais l'été est traditionnellement la période bénie pour les mauvais coups étatiques...

Qui se souciera de quelques travailleurs immigrés arrêtés, matraqués et expulsés, de quelques insoumis de plus qui passeront l'été à l'abri des coups de soleil au fond de cellules socialistes, de quelques radios libres sans autorisation dont les studios connaîtront le passage si délicat des C.R.S., de quelques antifascistes qui, à Toulouse ou ailleurs, continuent de croupir dans les cachots pour avoir voulu s'opposer aux menées racistes de Le Pen et de ses sbires ; de quelques grévistes qui

seront chassés manu militari de leur usine qu'ils occupent pour ne pas être licenciés...

L'important aujourd'hui, pour la majorité des vacanciers, c'est d'oublier l'espace d'un moment un travail inintéressant, des fins de mois difficiles, la peur du chômage, etc., en se laissant vivre quelque temps dans des espaces généralement bien balisés, en attendant septembre et son cortège de leaders syndicaux et politiques qui promettent chacun à leur façon une « rentrée chaude »... comme tous les ans !

Ca, c'est pour les « privilégiés »... Combien de familles ne peuvent même pas s'offrir l'illusion d'échapper un peu à un quotidien déprimant ? Et si l'Etat se penche depuis quelques années sur les jeunes qui ne peuvent pas partir, c'est avant tout pour garantir encore et toujours la sécurité dans les cités ouvrières. Ainsi quelques jeunes dé-

sœuvrés ont la possibilité d'aller passer quelques jours loin de la ville... soigneusement encadrés par des éducateurs spécialisés, quand ce n'est pas par des policiers volontaires ou des militaires !

Cette « liberté »-là n'est certes pas celle pour laquelle nous luttons chaque jour ! Rien ne s'obtient sans lutter, quel que soit le gouvernement. Si les vacances servent à « régénérer » la force de travail, profitons-en pour « régénérer » notre force de révolte en vue de la rentrée !

F°P. 2520

communiqués éditions

• NICE

Le groupe de Nice vous informe qu'un dépôt-vente du « Monde libertaire » est assuré à la librairie du Temps de vivre, 50 boulevard de la Madeleine, Nice-Magnan. Vous pouvez y trouver durant l'été le numéro spécial vacances. Pour correspondre avec le gr. de Nice : même adresse.

• LILLE

« La voix sans maître », sur Radio-Campus (99.6 MHz), suspend ses émissions pendant les mois d'été. Rendez-vous début septembre pour de nouvelles chroniques libertaires.

• LILLE

La librairie de l'Idée libre, 38, rue Jules-Guesde, 59000 Lille (métro Wazemmes), librairie associative animée par la Libre Pensée et la Fédération anarchiste, fermera ses portes pendant les mois d'été (sauf ouvertures occasionnelles). Réouverture régulière début septembre les samedis après-midi et dimanches matin (tél. : 57.37.06).

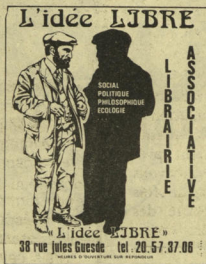
• LILLE

Le groupe de Lille sera présent à la braderie de Lille, boulevard Jean-Bathiste-Lebas, le dimanche 1^{er} septembre de midi à 3 heures du matin.

• AGEN

Le 11 juillet, l'insoumission en procès à Agen ! Refusant tout service militaire comme d'ailleurs tout service civil parce qu'ils ne sont que les deux faces d'une même oppression étatique, Thierry Dubuisson, relaxé par le tribunal de grande instance de Cahors, le 20 mai 1983, pour désertion de l'O.N.F. doit comparaître devant la cour d'appel d'Agen. Le groupe d'Agen invite ceux et celles qui sont épris de liberté à le soutenir en venant au tribunal d'Agen le 11 juillet à 14 h.

• LILLE



Le groupe de Lille vient d'éditer une affiche de soutien à la librairie de l'Idée libre. On peut la commander au prix de 3 F frais de port non compris à l'adresse suivante : F.A., B.P. 4, 59651 Villeneuve-d'Ascq cedex.

• BROCHURE

Les groupes Pierre-Besnard et Louise-Michel viennent d'éditer une brochure : « Des luttes de libération nationale... à l'anarchisme ». Au sommaire : « Par-delà le bien et le mal », J.-M. Raynaud ; « Libération nationale et émancipation sociale », J. Toublet ; « Vers la Kanakie », Jean-Michel ; « Les enjeux », R. Boisdeveix ; « En Nouvelle-Calédonie se joue un des derniers drames de la décolonisation », M. Joyeux. Cette brochure est en vente à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris, au prix de 20 F.

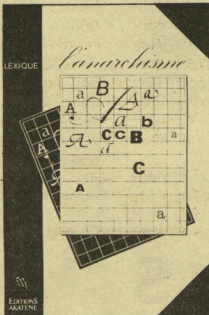
• CASSETTES

On peut toujours se procurer les cassettes des émissions de Radio-Libertaire avec le biologiste Henri Laborit. « L'Homme et la Ville » (1) ; « La Nouvelle Grille » (2) ; « Eloge de la fuite » (3) ; « Copernic n'y a pas changé grand-chose » (4) ; « La Colombe assassinée » (5). 90 minutes chacune. 60 F l'unité, 250 F la série. Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris. Chèque à l'ordre de D.M.C. Frais d'envoi : prévoir 10% de la commande.

• « LA FEUILLE »

Le groupe Paris-XV^e vient d'éditer un nouveau numéro de « La Feuille » ayant comme titre : « Racisme, fascisme : les deux faces d'un même combat ». Les personnes qui désirent se le procurer le trouveront gratuitement à leur disposition à la librairie du Monde libertaire.

• LEXIQUE



Le groupe Paris-III^e vient d'éditer une brochure sur l'anarchisme sous forme de lexique. Vous pouvez vous la procurer au prix de 25 F à la librairie du Monde libertaire.

• LE « MAGAZINE LIBERTAIRE »

Le « Magazine libertaire » n° 6 est paru, sur le thème de « L'Amour et l'argent ». Vous pouvez vous le procurer au 145, rue Amelot, 75011 Paris, au prix de 20 F. Au programme :
- Pornographie ;
- Prostitution ;
- Club de rencontre ;
- Interview de J. Rollin ;
- etc.



Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, Paris 11^e
Directeur de publication : Maurice Joyeux
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : L.M.F., 44, rue de l'Ermitage, Paris 20^e
Dépôt légal 44 149 - 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 - Publi Routage
Diffusion SAEM Transport Presse

ABONNEZ-VOUS !

Permanence du secrétariat aux relations intérieures :

le samedi de 14 h 30 à 18 h,
145, rue Amelot, 75011 Paris (M^o République)
Tél. : 805.34.08

liste des permanences des groupes f.a.

PROVINCE

• AISNE

Groupe d'Anizy-le-Château : permanences les lundis de 19 h à 20 h, salle communautaire du Moulin de Paris, Merlieux, 02000 Laon, tél. : (23) 80.17.03.

• ARDECHE

Groupe d'Aubenas : permanence de 10 h à 12 h, sur le marché d'Aubenas, au cours de la tenue de la table de presse.

• BOUCHES-DU-RHÔNE

Groupe de Marseille : permanence le samedi de 14 h à 17 h, 3, rue de la Fontaine-de-Caylus, 13002 Marseille.

• CHARENTE-MARITIME

Groupe « Michel-Bakounine » : permanences tous les jeudis de 20 h 30 à 21 h 30, Maison des syndicats, salle n°2, 2, rue de la Touche-Tréville, 17300 Rochefort.

• CÔTES-DU-NORD

Liaison de Saint-Brieuc : permanence tous les samedis de 10 h à 11 h 30 au marché, face à la Poste, lors de la vente du « Monde libertaire ».

• DOUBS

Groupe « Proudhon » de Besançon : permanences tous les mercredis de 16 h à 19 h, au 77, rue Battant, à Besançon.

• FINISTÈRE

Groupe « Les Temps nouveaux » de Brest : permanences et ventes du « Monde libertaire » tous les samedis matin de 10 h à 12 h au marché de Saint-Martin.

• GARD

Groupe du Gard : permanences les premiers et troisièmes mercredis de chaque mois, de 18 h à 20 h, à l'A.G.D.I.R., 26, rue des Orangers, 30000 Nîmes.

• HAUTE-GARONNE

Groupe « Albert-Camus » de Toulouse : permanence dans les locaux du G.E.A.C., au 1 bis, rue Gramat, le jeudi de 18 h à 20 h ; et le dimanche de 10 h 30 à 12 h, à sa table de presse au marché Saint-Sernin.

• GIRONDE

Groupe « Buenaventura-Durruti » de Bordeaux : permanence du groupe chaque jeudi, de 20 h à 21 h, au 7, rue du Muguet, 33000 Bordeaux.

• HERAULT

Groupe de Béziers : permanence le vendredi de 15 h à 18 h sur les Allées, au cours de la tenue de la table de presse.

• ILLE-ET-VILAINE

Groupe de Rennes : permanence le mardi à partir de 20 h, à la M.J.C. La Paillette.

• INDRE-ET-LOIRE

Groupe « Maurice-Fayolle » de Tours : permanence le mercredi (sauf pendant les vacances scolaires), de 10 h à 16 h, dans le hall d'accueil de la faculté des Lettres, au cours de la tenue de la table de presse.

• LOIR-ET-CHER

Liaison Blois : permanence le jeudi de 18 h à 22 h, au 24, rue Jean-de-La-Fontaine, appt. 57, Blois, tél. 74.26.02.

• HAUTE-LOIRE

Groupe du Puy : permanences tous les samedis, de 11 h à 12 h, au Palais, place du Breuil, Le Puy.

• LOIRE-ATLANTIQUE

Groupe de Nantes : permanences les premiers et troisièmes lundis de chaque mois, de 18 h à 20 h, au 3, rue de l'Amiral-Duchaffaut, Nantes.

• MAINE-ET-LOIRE

Groupe d'Angers : permanences le 1^{er} et 3^e vendredi de chaque mois, de 18 h à 19 h, au C.A.D. (Centre d'animation de la Douire), 43, place Grégoire-Bordillon, Angers.

• MANCHE

Groupe de Cherbourg : permanences tous les mardis, de 18 h 30 à 20 h, au G.R.E.L., 20, rue de l'Abbaye, à Cherbourg.

• NORD

Groupe de Lille : permanences tous les dimanches, de 10 h 30 à 13 h, à la librairie de l'Idée libre, 38, rue Jules-Guesde, 59000 Lille (métro Wazemmes), tél. : (20) 57.37.06.

• PYRÉNÉES-ORIENTALES

Groupe « Puig-Antich » de Perpignan : permanences tous les 1^{er} dimanches du mois, au Marché aux Puces de Perpignan (table de presse).

• SARTHE

Groupe « Zo-d'Axa » du Mans : permanences tous seconds et quatrièmes jeudis de chaque mois, de 18 h à 20 h, à la Maison des associations, rue d'Arcole, Le Mans.

• SEINE-MARITIME

Groupe de Rouen : permanences tous les samedis, de 15 h à 17 h, au 24, rue de Crosnes, à Rouen.

• SOMME

Groupe d'Amiens : permanences tous les mardis de 19 h à 20 h, salle Dewailly, 80000 Amiens. « Germinal », c/o B.P. n°7, 80330 Longueau.

• VAR

Groupe « Région toulonnaise » : le samedi de 15 h 30 à 18 h, au Centre d'études et de culture libertaires, cercle Jean-Rostand, rue Montébello, Toulon.

• VIENNE

Groupe « Berkman » de Poitiers : permanences tous les mercredis, de 17 h à 19 h, à la Maison du Puits-de-la-Caille, 36, rue Saint-Symphorien, Poitiers.

RÉGION PARISIENNE

PARIS

Groupe « Louis-Bertho-Lepetit », Paris 1^{er} : permanence au Cercle Garcia-Lorca, 15, rue Gracieuse, 75005 Paris, chaque 1^{er} lundi du mois.
Groupe « Varlin », Paris 15^e : permanences le vendredi, de 19 h à 20 h, au métro Saint-Michel, et le mercredi, de 17 h 30 à 18 h 30, au métro Convention.

Groupe « Louise-Michel », Paris 18^e : permanence le samedi, de 16 h à 18 h, au 10, rue Robert-Planquette, 75018 Paris.

Groupe « Voline », Paris 20^e : permanence le jeudi à 20 h 30, au 26, rue Piat, 75020 Paris.

sommaire

PAGE 1 : Editorial — PAGE 2 : Informations des groupes F.A. — PAGE 3 : Fabien Duplaa, en grève de la faim, ils n'iront pas à l'école du crime, Dominique Seel : Procès et soutien — PAGE 4 : Soutien aux insoumis, P.T.T. : péniblement votre, Bilan U.A.P. — PAGE 5 : Force ouvrière, « Quo vadis » Krasu, C.F.D.T. : le trouble persiste — PAGE 6 ET 7 : Femmes et violence — PAGE 8 : Mineurs britanniques, Pays Basque : le bras de fer — PAGE 9 : Naissance de l'anarchisme au Portugal — PAGE 10 : Toulouse : tortures dans un commissariat, Appelés/faites votre sévices policier, Mouvement libertaire et Fédération anarchiste — PAGE 11 : Interview du chanteur de Crass — PAGE 12 ET 13 : A propos de Bonnot et de l'illégalisme — PAGE 14 : Beaudrillard/peintre anarchiste, De la poésie... — PAGE 15 : Radio-Libertaire, Amis lecteurs, Notes de lecture — PAGE 16 : Aggression raciste et policière à Gagny, Pain ou chocolat ?, Goulag ou camp de la honte ?

Abonnez vous !

LE MONDE LIBERTAIRE

Rédaction-Administration

145, rue Amelot 75011 Paris, tél. 805.34.08.

TARIF	France	Sous pli, fermé	Etranger
3 mois 13 n°	85 F	95 F	120 F
6 mois 25 n°	155 F	180 F	230 F
1 an 50 n°	300 F	335 F	420 F

Abonnement de soutien : 350 F Règlement à l'ordre de Publico

BULLETIN D'ABONNEMENT

à retourner au 145 rue Amelot 75011 Paris (France)

Nom Prénom

N° Rue

Code postal Ville

A partir du n° (inclus) Pays

Abonnement Réabonnement Abonnement de soutien Règlement

Chèque postal Chèque bancaire Mandat-lettre (à joindre au bulletin)

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4 F en timbre poste

DOMINIQUE SEEL EN APPEL PROCÈS ET SOUTIEN

DOMINIQUE, qui avait été condamné le 30 avril 1985 au tribunal de grande instance de Dijon, a comparu en appel à Dijon le 26 juin à 14 heures. Nous n'étions qu'une douzaine à soutenir Dominique (seulement deux personnes de Dijon, nous !). C'est pourquoi, entre autres, nous écrivons cet article pour en témoigner. Comment l'expliquer ? Pas d'appel dans la presse libertaire et pacifiste ? Pas de comité de soutien pour informer ? Ou alors : indifférence, désertion ? Ambiance guère rassurante pour Dominique qui a craint de prendre plus qu'au premier jugement. Surprise pour nous : Dominique n'avait plus d'avocat pour des raisons financières (ce qui ne l'a pas aidé !).

La tâche n'a pas été facile ! Au juge ayant affirmé « qu'il était plus confortable de protester en France et qu'il devrait aller le faire dans d'autres pays », Dominique a du rappeler qu'il n'était pas ailleurs et que la France est le troisième exportateur d'armes dans le monde. A suivi le réquisitoire de Mme le procureur dans lequel celle-ci a déclaré que « tous nous détestons la guerre ! » (sic) et « que, bien sûr, si nous avons des droits, nous avons aussi des devoirs et le service militaire en est un ; de plus, depuis la Seconde Guerre mondiale, soit pendant quarante ans, des milliers de jeunes gens ont fait leur service militaire sans problèmes et ce n'est pas pour autant qu'il y a eu des guerres » (1).

Par la suite, Dominique a pu ajouter que « dans ces quarante ans de "paix" les conflits "locaux" avait fait cinquante millions de morts » et répondre aux contre-vérités de Mme le

procureur sur sa soi-disant disparition volontaire de chez lui pour échapper aux recherches de la police, alors que Dominique attendait tranquillement chez lui. Mme le procureur avait-elle lu le dossier ? Il n'a bien sûr pas été question pour le tribunal de prendre en considération les problèmes médicaux dus à un accident de voiture qui en toute logique auraient dû l'exempter : double fractures du bassin, ablation de la rate, traumatisme crânien avec trois jours de coma ! Pas plus que de tenir compte du soutien d'Amnesty International, pas plus que d'envisager l'insoumission autrement qu'en tant que désobéissance à la loi.

Comment se faire entendre lorsqu'on parle aux murs du tribunal ? Et que ceux-ci n'ont pas d'oreilles ! Un avocat, au moins, n'est pas interrompu ni censuré pour cause d'hors-sujet. Mais Dominique était doublement seul (rappels qu'au pre-

pas fait faute de mettre l'accent sur la disparition du soutien à Dominique (puisque cinquante personnes environ étaient présentes le 30 avril). Nous avons pu constater qu'à chaque fois la presse locale a profité des inconséquences de certains « pacifistes » pour discréditer l'ensemble du mouvement et ceci nous interroge en tant que pacifistes et libertaires. Ainsi, suite au premier jugement, l'article du *Bien public*, premier quotidien régional en Bourgogne, titrait : « Ceux qui aiment et ceux qui assument » pour dénoncer le sectarisme des « pacifistes » présents qui avaient applaudi Dominique mais qui n'ont aucunement protesté contre la condamnation d'un témoin de Jéhovah jugé à la même séance et qui, comme Dominique, a pris un an et un jour. Nous avions eu nous-mêmes la même impression que ce journaliste, qui par ailleurs, est aux antipodes de nos conceptions. De



mier jugement son avocat avait fait une excellente plaidoirie) et le verdict est tombé... 1 an et 1 jour.

Quelques réflexions personnelles

Les *Dépêches*, deuxième quotidien local sur Dijon ne s'est

plus, l'article paru dans le M.L. n'a pas même mentionné la condamnation de ce témoin de Jéhovah comme il a pu l'être dans les deux quotidiens régionaux. (Pourquoi le groupe de Dijon a-t-il passé sous silence ce fait ? Certains n'auraient-ils pas droit au titre d'insoumis ?)

Nous sommes amenés à nous questionner et à faire part de

FABIEN DUPLAA EN GRÈVE DE LA FAIM

FABIEN DUPLAA, insoumis, incarcéré à Gradignan depuis le mois de février 1985, a commencé une grève de la faim le 17 juin. Cela fait donc maintenant quatre semaines qu'il ne s'alimente plus...

En prison, les journées sont longues, paresseuses. Le temps tourne au ralenti. La hargne des matons et ces portes toujours fermées, Fabien ne les supporte plus, ne les supporte pas. Il espère bénéficier de la mesure d'amnistie, prévue le 14 juillet, et visant à « désœmplier » les taules.

Mais cette mesure concernera les détenus condamnés à de petites peines (de 3 à 6 mois, apparemment) et les insoumis actuellement emprisonnés risquent d'être oubliés (Fabien Duplaa a été condamné à 15 mois ferme, Dominique Seel à 12 mois ferme, Patrick Aguiar à 15 mois ferme et Christian Frigoult passera certainement en procès fin juillet).

Contre la contestation, l'Etat emploie la répression. Fabien en a assez. Afin que s'ouvrent les portes de sa cellule, il a décidé d'utiliser la dernière arme à sa disposition : la grève de la faim. La répression ne prend pas de vacances et la solidarité doit se manifester avec encore plus de force durant ces mois d'été.

Thierry Maricourt

Pour leur écrire :
 • Fabien Duplaa, maison d'arrêt de Gradignan, 17, rue de Chominey, 33170 Gradignan ;
 • Patrick Aguiar, mat. 738 387, 3^e division, cell. 442, maison d'arrêt de Fresnes, 1, avenue de la Division-Leclerc, 92261 Fresnes cedex ;
 • Dominique Seel, maison d'arrêt de Dijon, 72, rue d'Auxonne, 21000 Dijon ;
 • Christian Frigoult, écrivain n° 7251, maison d'arrêt de Rennes, 56, boulevard Jacques-Cartier, 35000 Rennes.

ces interrogations qui nous apparaissent comme fondamentales. Condamne-t-on toute répression, tout militarisme, tout enfermement quelle qu'en soit la victime ? Ou condamne-t-on la répression uniquement lorsqu'elle touche les « nôtres » ? Auquel cas, notre combat et notre souci pour l'emprisonné est bien peu sincère ! Il semblerait que la deuxième solution a été choisie à Dijon et ce, dès le 30 avril.

Avec des failles pareilles dans nos convictions et nos pratiques, les pouvoirs en place ont beau jeu pour minimiser et ridiculiser un pacifisme authentique, qui, lui, ne dissocie pas une prétendue « vraie » insoumission d'une prétendue

« fausse ». Il y a-t-il des répressions que nous jugeons injustifiables et d'autres qui nous laissent indifférentes ? C'est bien notre manque d'intégrité qui nous rend si peu crédibles et là nous avons à nous interroger sur nous-mêmes. Il nous semble que tant que ce pas ne sera pas fait, rien ne pourra changer. (Nous ne devons pas oublier le message d'un homme tel que Gaston Leval.) Ainsi, pour ne pas abandonner les insoumis nous vous rappelons l'adresse de Dominique Seel : maison d'arrêt de Dijon, 72, rue d'Auxonne, 21000 Dijon.

Gérard et Catherine sympathisants des groupes de Dijon et de Besançon

ILS N'IRONT PAS A L'ÉCOLE DU CRIME ?

« LES pionniers d'un monde sans guerre sont les jeunes gens qui refusent le service militaire », écrivait Albert Einstein. Aujourd'hui, pour ceux qui sentent de porter l'uniforme ont la possibilité légale d'effectuer à la place du service militaire un service civil. Toutefois ce choix limité est pénalisé d'une durée double. Certains réclament la possibilité de demander le statut d'objecteur à tout moment et pour tous motifs. Pour des raisons parfois différentes, des jeunes gens refusent un service qu'il soit militaire ou civil. Et comme, de toute façon, nous savons que tout civil peut devenir un militaire au bon gré de l'Etat par les ordonnances de 1959...

Pour ces réfractaires, ce sera donc jusqu'à 15 mois de prison ferme. Leur crime ? Ne vouloir ni marcher au pas ni apprendre à tuer ! Situation intolérable contre laquelle de nombreuses organisations pacifistes et libertaires décidèrent de réagir en lançant une campagne de soutien (1).

De Bernard Clavel à Léo Ferré, du chanteur Renaud au maire d'Amiens, de Denis Langlois à René Dumont, de Claude Autant-Lara à Alex Métayer, de Bernard Lavilliers à J.J. de Félice (vice-président de la Ligue des droits de l'homme), les personnalités ont été nombreuses à apporter leur soutien. Vous avez été des milliers à vous élever contre une telle répression et à demander la libération des insoumis incarcérés : en signant les pétitions du comité de soutien et des éditions Avis de Recherche, en participant dans plusieurs villes à des

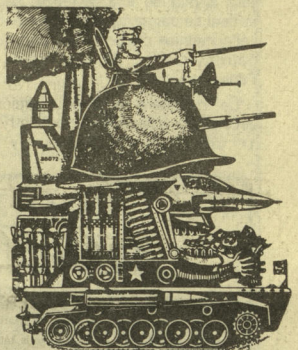
manifestations ou à des galas, etc. Tout cela a permis la libération de Guy Uet et Jean-François Honoré (en liberté provisoire avant leur procès), de Thierry Maricourt et récemment de Serge Beausoleil (libérations en conditionnelle à mi-peine).

Mais votre soutien ne peut pas s'arrêter pendant les vacances, quatre autres insoumis sont encore en prison : Patrick Aguiar, Fabien Duplaa, Dominique Seel et Christian Frigoult. Amnesty International a pris contact avec Christian Frigoult, un appel à l'O.N.U. (New-York) a déjà dénoncé cette violation caractérisée des droits de l'homme. Le dessinateur Plantu, des députés européens, l'écrivain et historien Michel Auvray ont apporté leur soutien. Tout cela servira à la campagne de demande de grâce pour le 14 juillet ; il est en effet attendu, à cette date, qu'une mesure collective de grâce présidentielle soit prise pour « décongestionner » les prisons.

N'oublions pas que l'armée brise des grèves, participe à des actes de colonialisme (Nouvelle-Calédonie) ; en soutenant les réfractaires, nous combattons cette armée. L'armée, c'est l'école de la soumission et de l'exploitation !

Eliane
Comité de soutien
aux insoumis

(1) Avis de Recherche, Secrétariat des objecteurs de conscience, U.P.F., « L'Entraide », Fédération anarchiste...



PERMANENCE ANTIMILITARISTE

UNE permanence antimilitariste sera tenue pendant les vacances et après à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amélot, 75011 Paris, tous les vendredis de 16 h à 18 h.

Celle-ci sera animée par des membres du Comité de soutien aux insoumis.

Le comité

P.T.T. : PÉNIBLEMENT VOTRE

LES P.T.T. font régulièrement l'objet d'un rapport. Le dernier en date, en 1984, est dénommé « Rapport Chevalier » et diffusé à 60 000 exemplaires par la Documentation française (coût de l'opération : 4,2 millions de francs). Il doit servir de base à l'élaboration de la « Charte de la gestion » de la poste. On y fustige son statut extrêmement rigide qui la prive de la flexibilité nécessaire. Dans la même ligne que le rapport Nora-Minc sur la télématique en 1978.

Le monopole fait partie d'une conception surannée ; la poste doit donc se développer en fonction d'une analyse rigoureuse des perspectives d'évolution du marché, puisque la logique du service public et la logique financière se conditionnent réciproquement ! Ce cher monsieur Chevalier est irrité par le recours systématique à la grève et propose — entre autres — l'extension du service minimum.

La poste, cette énorme machine de 480 000 personnes (2 000 suppressions d'emplois (1) pour 1985 — l'euphorie de 81 est bien terminée) se retrouve avec un endettement de 140 milliards en 1984, qui s'aggrave encore cette année vu que dans le budget est prévue la cessation de la rémunération des fonds des C.C.P. versés au Trésor public (qui était de 6,5%).

De plus, l'Etat, cette superstructure en constant déficit (qui ne peut être autrement) puise allégrement sur le budget annexe des P.T.T. : fonds de secours, financement de la filière électrique, C.G.E., etc., et atteint 13% de la totalité du budget.

Et pour se financer, voici les capitalistes à l'œuvre. Crédit qui finance les P.T.T. sur fonds d'emprunt essentiellement, a comme actionnaire principal la Caisse des dépôts et consignations, et la C.D.C. est financée en partie (25%) par les fonds collectés sur les livrets de Caisse d'épargne de la poste ! La volonté gouvernementale sera appliquée « à la lettre », et ceci se constate avec la nouvelle mesure du port de badge patronymique décidée par Fabius.

Le ministère a pondu une circulaire précisant qu'à partir du 1^{er} juillet, toute personne s'y

refusant sera notée au demi-choix, ce qui a pour conséquence directe de priver de mutation les agents. Quand on connaît la proportion énorme de provinciaux, on imagine aisément le chantage exercé à l'aide de cette mesure scélérate.

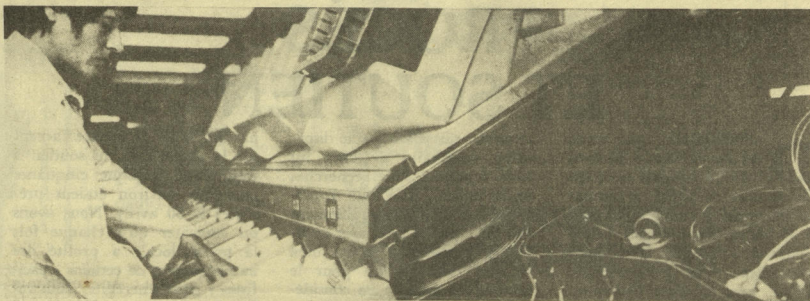
La voie pour l'éclatement des P.T.T. est bien engagée, et une fois de plus, au risque de me répéter, les sociaux-démocrates font le sale boulot, et en 1986 la droite revenant au pouvoir n'aura guère de peine à parachever l'œuvre. On est à peu près sûr, dans un premier temps, de la privatisation des télécommunications et du service financier postal, domaines les plus rentables et les plus compétitifs sur le marché, pour parler en jargon technocrato-capitaliste. Pour l'acheminement et la distribution des objets (lettres-paquets) sur le plan national, cela sera certainement plus long et laborieux (car il faudra remplacer 75 000 tournées de distribution).

Dans le domaine des aberrations, la presse — qui bénéficie de tarifs préférentiels — prend une part non négligeable dans le déficit (2 270 millions de francs en 1983). Il serait peut-être plus normal que l'envoi de la presse soit gratuit, ce qui donnerait un sens à « la liberté d'expression », et que ce coût soit pris en charge par le budget général de l'Etat, car c'est une affaire qui concerne tout le monde. Mais quand il y aura un minitel dans chaque habitation, le problème sera réglé...

Voilà les vacances, et les coups bas se préparent (l'exemple de Citroën), et l'avenir s'annonce morose, car si en 1974 une offensive de 45 jours avait pu être menée et avait permis de faire reculer le pouvoir, aujourd'hui les syndicats — principalement F.O., C.F.D.T., C.G.T. — ont perdu le peu de crédit qu'ils conservaient. Les rangs sont clairsemés et la majorité des agents a opté pour un repli individualiste et frileux. Cela fait beaucoup d'handicaps à surmonter pour affirmer un rapport de classe serin et déterminé.

Beltza

(1) En fait, les départs à la retraite ne sont pas remplacés.



TRISTE BILAN POUR L'U.A.P.

Si jusqu'à présent, les employés du secteur tertiaire pouvaient, dans une certaine mesure, se considérer comme privilégiés par rapport à la crise qui sévit depuis quelques années parmi les autres secteurs d'activité, les mois et les années qui viennent risquent fort de démontrer que ces « temps heureux » sont hélas révolus.

En effet, les restructurations technologiques, qui ont longtemps épargné les banques et les assurances, commencent à se mettre en place : l'exemple de l'U.A.P., dont le *Monde libertaire* s'est fait largement l'écho ces derniers temps, n'est que le début d'un processus dangereux pour l'avenir des salariés du tertiaire et pour leur emploi à court terme.

• le regroupement et la filialisation de tout le secteur Formation.

Ces grands axes du projet de restructuration étant de plus conçus parallèlement avec la priorité donnée à l'informatisation et aux technologies nouvelles, les conséquences sur l'emploi pour le personnel, dans les années à venir, ne sont pas difficiles à deviner. D'autant plus que certains départements actuels de l'U.A.P. sont déjà en sureffectif. Il est clair, en effet, que si la fusion des départements servira dans un premier temps à éponger le sous-effectif des uns par le sureffectif des autres, le processus une fois engagé ne s'arrêtera pas là, et la polyvalence des tâches résultant de cette fusion,

sur quarante-six avaient été convoqués. De même, le rapport (240 pages) effectué par le cabinet d'expertise mandaté par le C.C.E. ne parviendra aux membres de celui-ci que... le 28 décembre au matin.

Le 7 janvier, une note de la direction est distribuée au personnel l'avertissant que les nouvelles structures allaient être mises en place et que les comités d'établissements seraient à leur tour consultés sur les conséquences de la réorganisation au niveau de chaque établissement. Là encore, les élus des C.E. refuseront de donner un avis du fait de l'absence d'informations suffisantes de la part de la direction... Celle-ci estimera alors que les C.E. étaient en mesure de formuler un avis et elle s'en tiendra là (le tour est joué !).

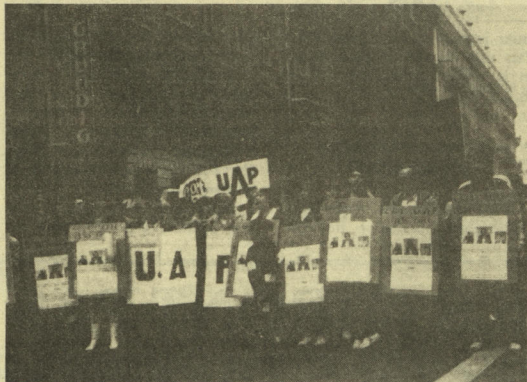
Depuis cette date, et devant la mobilisation constante du personnel des Assurances collectives (manifestations, débrayages, assemblées générales suivies régulièrement entre 70 et 90%), Mme Chassigne, après avoir dévoilé ses talents en matière de non-concertation, va franchir une nouvelle étape : celle de la répression.

Après des manœuvres d'intimidation diverses, Chassigne va frapper très fort le 3 avril au matin en avertissant le personnel de deux services, par une note d'information, de son transfert à la Tour Assur, dès le lendemain ! Manœuvre qui n'avait pour but que de décourager et démobiler un personnel devenu trop combatif. L'arsenal répressif continuera ensuite à se perfectionner : avertissements aux militants syndicaux, conseils de discipline, et mises à pied pour sept militants (allant de 3 jours à 22 jours) pour avoir tenté de bloquer (de nuit) le déménagement d'un service.

Malgré l'accalmie provisoire due à la période des vacances ; à l'U.A.P., la lutte n'est pas terminée et la rentrée réservera encore bien des surprises à Chassigne et à ses sbires !

Quoi qu'il en soit, il ne faut pas oublier non plus que l'exemple de l'U.A.P. n'est malheureusement pas un cas isolé. Il n'est que le début d'un grand processus de restructurations qui touchera, dans un avenir très proche, tout le secteur tertiaire.

Liliane
Coordination libertaire
Banques-Assurances



Plan de restructuration à l'U.A.P.

Les objectifs de ce plan présenté par la direction générale de l'U.A.P. depuis octobre 1984 : rentabiliser encore plus en économisant sur les frais de personnel, accroître la productivité dans un but de meilleure compétitivité... Pour atteindre ces objectifs, quatre grandes étapes :

- la création d'une nouvelle société, U.A.P.-réassurance, qui contrôlera une filiale U.A.P.-réassurance ;
- la création d'un département Comptabilité regroupant l'ensemble des fonctions comptables des différents départements ;
- la création d'un département unique Epargne et Assurances de personnes regroupant les fonctions et le personnel des trois anciens départements Vie, Capitalisation et Assurances collectives ;

liée à l'informatisation entraînera de nouveaux sureffectifs que les départs « naturels » (retraites, mutations, démissions...) n'arriveront pas à combler. (Le personnel de l'U.A.P. est de plus essentiellement composé de jeunes.)

L'application du plan

L'U.A.P., très soucieuse de son image de marque sur l'extérieur (N° 1 oblige !) fait preuve, quand il s'agit de son personnel et des organisations syndicales d'une pratique nettement plus autoritaire et répressive.

Le projet de restructuration proposé devant faire l'objet d'un examen et d'un avis du comité central d'établissement (C.C.E.), Mme Chassigne (présidente de l'U.A.P.) estimera avoir obtenu un avis favorable de celui-ci le 28 décembre 1984 alors que deux membres seulement

SOUTIEN AUX INSOUMIS

DANS le cadre de la journée nationale de soutien aux insoumis, trois actions se sont déroulées samedi 6 juillet à Paris. A 15 heures, place Vendôme, Thierry Maricourt s'est enchaîné au ministère de la Justice. La police est venue lui ôter les menottes et l'a embarqué au poste du 1^{er} arrondissement pour un contrôle d'identité.

A 16 heures, devant le palais de justice, six militants antimilitaristes se sont enchaînés en déployant une banderole. A 16 h 45, des camarades enchaînés aux grilles de l'Élysée ont été brutalement embarqués. Le soir, tous nos camarades avaient été relâchés.

Ces actions avaient pour but de réclamer la libération de tous les insoumis qui se trouvent actuellement incarcérés. Ainsi le gouvernement n'oubliera pas, peut-être, les insoumis lors d'une prochaine et probable mesure d'amnistie. D'autres actions auront lieu... mais pour l'instant, il est essentiel de continuer à écrire aux emprisonnés pendant les vacances. Liberté pour tous les insoumis !

Nikmo

C.F.D.T. : LE TROUBLE PERSISTE

LA C.F.D.T. s'engage dangereusement vers un syndicalisme qui s'adapte à la crise, pour la vivre la moins mal possible, et laisse de côté un syndicalisme de classe, dit « ringard » en son sein, celui qui a fait de belles heures aux mobilisations sociales d'après 68.

Cette année prouve encore aux syndicalistes et aux travailleurs que ce chemin pris par la direction confédérale est inefficace pour contrer le patronat et qu'il est surtout suicidaire pour l'organisation syndicale, mais aussi pour tout le mouvement ouvrier.

Adaptation...

Kaspar (1), lors de sa conférence de presse de rentrée, dévoila une année difficile pendant laquelle la négociation prendrait le pas sur la mobilisation. Les luttes perdues l'an passé, celles de Talbot ou de la fonction publique, avaient ébranlé les militants, certes, mais devaient pour autant enterrer les mobilisations ? Le secrétaire confédéral frappa fort au sortir des vacances en avançant qu'il fallait accorder « une place centrale à la négociation, au niveau des entreprises et des branches » (2) et que la prise en compte des réalités des petites entreprises (3) aboutissait à proposer le relèvement des seuils pour la mise en place des délégués du personnel, l'aménagement de l'application des seuils fiscaux dans les entreprises, l'institution de délégués professionnels locaux et, pour finir, la suppression des butoirs pour les contrats à

durée déterminée et les emplois intérimaires ! Voilà l'organisation syndicale qui propose un dérèglement du droit du travail avant même l'issue des négociations avec le C.N.P.F. Elle ne pouvait qu'être félicitée par le patronat de sa compréhensibilité.

Flexibilité...

Les négociations avec le C.N.P.F. ne pouvaient que mal se poursuivre : toutes les revendications, si nouvelles et si scandaleuses de la C.F.D.T., allaient être reprises dans le protocole d'accord du 16 décembre 84, le patronat se trouvant en situation de force considérable. Un rappel à l'ordre des militants fit faire machine arrière à la direction cédétiste. Camouflet, elle

reçut, guerre elle lança contre ces « basistes » qui refusaient sa ligne moderniste. Alors Maire entra sur le terrain, le seul qui pouvait adroitement retrouver un consensus avant le congrès de Bordeaux. Il présenta le rapport intitulé : « Ce que veut la C.F.D.T. » comme permettant d'actualiser les positions confédérales : en fait, ce texte servit à la fois de trame pour l'examen des amendements déposés pour le congrès et à la fois comme base de vote du quitus et du plan de travail pour les trois ans à venir. Joli coup, qui permettait d'enterrer l'« incident » de décembre et d'aborder le congrès sans trop de risques. Malheureusement, beaucoup de syndicats, donc de militants, eurent la mémoire

courte et n'ont pas su utiliser leur refus de signer l'accord sur la flexibilité pour sanctionner l'équipe de direction. Et le congrès confédéral, pourtant tant attendu, ne fut pas un congrès de recentrage, mais ne permit pas de dissiper le trouble.

Le danger de dérèglement persiste quant à lui puisque le gouvernement relaie le patronat par la reprise en compte du contrat-formation-recherche d'emplois ce mois-ci ou par le décret sur les contrats à durée déterminée pour chômeurs de longue durée en avril dernier. Et ce qui n'est pas repris par le gouvernement est signé par la plupart des organisations syndicales, comme l'accord sur l'intérim en mai 85.

Quant aux salaires et au pouvoir d'achat, la géométrie variable de la C.F.D.T. dérouta plus d'un, si bien que les négociations dans la fonction publique sont une véritable mascarade, puisque l'acceptation des conditions gouvernementales est d'emblée acquise, malgré quelques remous de principe. Les chômeurs font eux aussi les frais de cette valse puisqu'en juin le congrès confédéral a refusé un amendement proposant un minimum-chômage pour les salariés privés d'emploi. C'est vrai que nous ne sommes pas dans l'année internationale du chômage, mais dans celle de la jeunesse et qu'à cette occasion la C.F.D.T. prépare une initiative pour l'automne, afin de redorer son blason auprès des jeunes. Elle en a d'ailleurs bien besoin puisque la désaffection touchant les orga-

nisations syndicales induit en particulier une désyndicalisation importante parmi les jeunes salariés.

... Crise

Dans le bilan de l'année écoulée, quelques faits surent toutefois montrer que le syndicalisme voulait vivre encore à la C.F.D.T. La crise ouverte de l'Union régionale parisienne par la démission de quatre secrétaires n'est certes pas résolue ; cette région, la plus importante de l'organisation, a changé de cap en s'éloignant de la ligne confédérale : mais saura-t-elle renouer avec un syndicalisme de masse et de classe ? Le contre-texte à la résolution générale confédérale, présenté par la fédération Hacuitex (habillement, cuir, textile) a recueilli près de 30% des mandats et peut constituer un frein à la pente vertigineuse vers un syndicalisme de collaboration et de services. Mais peut-il aller plus loin ? Quant à l'émergence d'un Pancho Villa, « ce mexicain d'opérette », au sein de l'opposition, espérons qu'il augure une autre ère syndicale, celle qui œuvre pour abolir patronat, salariat et Etat, et qui prépare à la gestion directe.

Hélène

(groupe Pierre Bernard)

(1) Secrétaire confédéral, un de ceux qui négocia l'accord sur la flexibilité.

(2) Conférence de presse du 7 septembre 1984.

(3) La C.F.D.T. découvre les T.P.E.-P.M.E. (très petites, petites et moyennes entreprises) à l'heure où le syndicalisme reposant sur des bastions s'effondre, victime des restructurations et des licenciements. Il serait temps !



« QUO VADIS » KRASU ?

LA veille du 42^e congrès, dans la première année du centenaire du syndicalisme, où va la C.G.T. ? Les dernières amabilités du P.C. contre la « mollesse » de la centrale de Montreuil n'ont pas arrangé les affaires de Henri Krasucki. Comme à l'instar de Edmond Maire, il se montre aux médias et représente pour l'opinion publique la C.G.T., on peut se demander où il entend vraiment mener sa barque.

Voilà bientôt un mois, qu'au comité central du Parti communiste, la C.G.T. et ses dirigeants ont été accusés de tiédeur vis-à-vis du gouvernement socialiste. Krasucki ayant été obligé de monter au créneau pour défendre l'indépendance syndicale face à la direction de son parti. Pour peu, ceux que l'on nomme les opposants à la ligne confédérale auraient dû faire des « comités pour la défense de l'indépendance de la C.G.T. » ! C'est même Lydia Brovelle, secrétaire confédérale, qui au cours d'un dernier comité central national déclara que « c'est à la C.G.T., nulle part ailleurs, que se définissent les orientations qui concernent la C.G.T. » A croire que les statuts de la C.G.T. demandent à être réaffirmés chaque fois que la place

du Colonel-Fabien lève le petit doigt...

On nous avait pourtant habitué à autre chose. Avant, quand des responsables de la C.G.T. nous affirmaient mordicus que l'organisation syndicale était indépendante de tous, on pouvait être sûr qu'une décision avait été prise « quelque part » et que celle-ci n'émanait pas d'une structure syndicale !

Rappelons-nous simplement les débats qui ont eu lieu de décembre 1980 au 29 avril 1981, à la veille de l'élection présidentielle. Plus la direction de la C.G.T. affirmait avoir son programme, plus celui-ci ressemblait à celui du Parti communiste. Comme le rappelaient à l'époque des militants syndicalistes s'opposant à la ligne confédérale : « (...) la C.G.T. se détermine librement, en toute indépendance, en fonction de sa propre analyse et de ses conceptions de classe et de masse. Si des militants prennent position dans le champ politique, c'est de leur propre chef et sous leur responsabilité, sans engager l'organisation elle-même. La C.G.T. ne donnera aux travailleurs que des indications tirées de son propre programme, et en ombre chinoise c'est un candidat qui est dessiné.

« Il serait temps, pourtant, de parler de syndicalisme, et seulement de cela. L'organisation syndicale peut être une force immense, à condition que rien ne la détourne de son rôle de concentration autonome de la force des travailleurs. »

En ce temps, la C.G.T. devait servir de porte-voix au candidat Marchais et ceux qui s'opposaient au dévoiement de l'organisation syndicale n'étaient pas tous sans arrière-pensées... Cinq ans après, la C.G.T. paye son soutien à la politique de la gauche au pouvoir et il faut que le P.C., cause objective de bien des choses, rappelle à l'ordre les tièdes ! Triste bilan avant le 42^e congrès : l'organisation syndicale perd des adhérents, a besoin de sous et s'emmêle les pattes dans son rôle de courroie de transmission.

Une vieille ouvrière, dans une usine du XIII^e arrondissement, m'avait dit il y a bien longtemps : « il faut mieux un mauvais syndicat que pas de syndicat du tout ! » Cette formule lapidaire vaut pour ceux qui comme moi sont à la C.G.T. et y restent. Le spectacle des autres confédérations n'est pas à ce point reluisant qu'on ait envie de changer de boutique.

J.-P. Germain

FORCE OUVRIÈRE

FACE aux déboires question adhésions de la C.G.T. et de la C.F.D.T., F.O. a-t-elle engrangé autant qu'elle l'espérait ? Si tout se solde comme l'O.P.A. sur les instituteurs, la recette est maigre.

Si F.O. a plus que sérieusement talonné ces derniers mois la C.G.T. au niveau des élections syndicales, l'adhésion ne suit pas obligatoirement. La percée escomptée, par exemple, dans la métallurgie à Talbot-Poissy n'a pas été suivie d'effets.

Ce n'est pas parce que des travailleurs quittent la C.G.T. ou la C.F.D.T. qu'ils jugent trop politisées qu'ils rejoindront automatiquement F.O. La centrale syndicale d'André Bergeron se présentant comme « un syndicat, pas un parti » se serait-elle à la même enseigne que les autres ?

Les dernières négociations C.N.P.F.-syndicats ont montré un syndicat Force ouvrière restant solidaire du front syndical de refus. Le C.N.P.F. traitait même F.O. et la C.G.C. de « complices du gouvernement socialiste » (Nouvel Economiste n° 496). Ce qui en fait changeait sensiblement l'image de marque de F.O. que l'on disait prête à signer « n'importe quoi ».

Née d'une scission de la C.G.T. à la Libération, F.O. évolue sur le même terrain que les autres organisations syndicales. Si le tissu ouvrier traditionnel s'effrite, si modernisation et restructuration font des coupes sombres, tout cela tout le monde ouvrier, et non pas tel ou tel syndicaliste...

Dernièrement, A. Bergeron a écrit à Gattaz : « les maximalismes vont se conforter. Nous sentons se lever un vent de folie que rien n'arrêtera plus après 1986. » Le secrétaire général de F.O. avait-il consulté toutes les structures impliquées pour demander une reprise de contact au C.N.P.F. ?

L'opposition parlementaire actuelle avait essayé d'influer des secteurs de F.O. pour en faire une machine de guerre antigouvernementale. Il semble qu'ils en soient pour leurs frais... F.O. reste semblable à elle-même, opposée à tout débordement politique et capable de présenter un front uni quand les acquis du mouvement ouvrier sont en jeu.

F.B.

LES deux pages qui suivent ont été rédigées par plusieurs militantes de la Fédération anarchiste. Nous ne prétendons pas avoir fait le tour de la question, loin de là : ce dossier ne dresse qu'un petit catalogue de toutes les violences subies par les femmes. Le but de nos articles est surtout d'inciter à une réflexion et aussi tenter d'ouvrir quelques horizons un peu plus bleus...

FEMMES ET VIOLENCES

LE CORPS MUSELÉ

« **P**OURQUOI, nous femmes, acceptons-nous de sacrifier notre vie à deux pieds douloureux dont les os sont meurtris et les muscles atrophiés... », voilà ce qu'écrivait Quin Jin dans son ouvrage *Pierres de l'oiseau Jingwei*.

Autre temps, autres mœurs direz-vous ? Eh bien non, il suffit de feuilleter en ces périodes estivales les multiples magazines féminins nous incitant à maigrir, bronzer... pour vérifier la continuité de ce type d'agressions dont sont victimes les femmes (et depuis peu les hommes). Toutes ces tortures ont pour but d'« enrégimenter », d'uniformiser et d'embrigader nos corps.

Le corps « enrégimenté »

Le mal-être physique créé et/ou exploité par la publicité a fait du corps une marchan-

dise. Le corps se vend bien et fait vendre (dans le métro, un porte-jerretelles chic pour vendre un ticket choc et vice versa).

Les pillules miracles accompagnées d'un régime : au choix, régime dissocié, Atkins... Interrogeons-nous : est-ce le régime ou les cellules de tout genre qui nous font perdre nos kilos (superflus) ?

Plusieurs réflexions s'imposent ! Pourquoi engraisser l'industrie pharmaceutique ? Pourquoi absorber des produits dangereux alors que la médecine traditionnelle est souvent remise en cause ? (En revanche, bon nombre d'adeptes des médecines douces n'hésitent pas à prendre des sucres de synthèse cancérigènes.) Pourquoi vouloir maigrir ? Est-ce par souci de correspondre à une norme ?

Reprenons nos magazines et, à l'aide d'un mètre ruban, vérifions si nous pouvons aller

les seins nus cet été sur les plages.

Le corps uniformisé

Prenez la mesure de votre tour de poitrine au-dessus des seins, puis bien au milieu et enfin en-dessous. Posez l'équation suivante : milieu - (dessous + dessus) / 2 = X. Divisez X par votre hauteur et vous allez savoir, non pas l'âge du capitaine, mais si votre poitrine est normale (*sic*), hypertrophiée ou atrophiée. Cette équation n'est pas le fruit de calculs éthyliques mais est extraite d'un manuel de beauté.

Cet exemple doit suffire pour montrer qu'on veut imposer aux femmes des critères de beauté. On fait appel à la science pour faire plus vrai. Heureusement, il est des scientifiques pour lesquels la norme n'est pas un critère (Jacquard par exemple, *Eloge de la différence*).

La femme est sans cesse confrontée à des modèles normalisés auxquels elle cherche à correspondre à tout prix et tombe dans le piège de la surconformation.

Pourquoi vouloir correspondre à un modèle ? Et lequel ? Pourquoi se cacher sous un maquillage ? Est-ce pour se faire plaisir et/ou plaire ? A qui ? Nous pouvons reprendre les propos de Quin Jing : « c'est votre faute (aux femmes), vous qui ne savez que vous en remettre aux hommes. »

Le corps embrigadé

J.-J. Rousseau, dans *l'Emile*, écrivait : « La femme est faite spécialement pour l'homme. » Certes des lois ont quelque peu amélioré la place de la femme dans la société. Il ne faut pas se voiler la face devant ces acquis légaux qui ne sont que l'aboutissement d'un combat non terminé. En effet, les femmes doivent s'acharner à détruire préjugés et traditions. Le milieu socio-culturel embrigadé le corps en lui imposant deux sortes de contraintes. D'une part indirectes (imitation inconsciente de modèles) et d'autre part directe (éducation des petites filles).

L'influence des conditionnements sociaux sur la formation du rôle féminin dans la petite enfance fait des petites filles de minuscules héroïnes, vêtues de rose, armées de poupées et de dinettes, curieuses, mobiles, téméraires toujours empêchées, freinées, arrêtées... (E.G. Belotti, *Du côté des petites filles*). Mais si la biologie et la psychologie ne

sont pas en mesure de nous dire ce qui est inné ou acquis, l'anthropologie nous a donné des réponses précises qui viennent à l'appui de cette dernière hypothèse.

Très vite, l'enfant fait la différence entre les deux sexes. Cette capacité est vérifiable, chez lui ou elle, dès la fin de sa première année. A dix-huit mois, l'agressivité plus grande attribuée au garçon n'est pas tellement évidente ; filles et garçons sont agressifs. L'agressivité du garçon continuera plus tard à se diriger contre les autres et celle de la petite fille se tournera en auto-agressivité. « Coquetterie », clignements des yeux... sont communs au deux sexes à dix-huit mois, puis cela s'atténue chez le garçon. La phase oedipienne n'explique pas tout. Ainsi, ce n'est pas l'absence de phallus que la femme déplore, c'est sa place de subalterne dans la production sociale. Mais au lieu d'attribuer ce rôle à sa cause réelle (l'organisation sociale), il est attribué à la nature, à la biologie qui ne sont pas à l'origine du mode social de production.

Notre corps nous appartient et nous voulons en disposer librement. Pour cela, les femmes doivent se remettre en cause. Nous devons refuser de nous faire violence et de nous imposer la tyrannie du regard de l'autre. Pour conclure, nous pouvons reprendre les paroles de B. Lavoisier (*Mon corps, ton corps, son corps*) : « Il y a tellement de façons de ne pas correspondre à l'idée que le monde des hommes s'est fait de la "femme"... »

Roselyne et Corine

LE POIDS DES CHOCS LES MAUX DES PHOTOS

L'IMAGE de la femme, telle qu'elle est diffusée dans les médias, n'est pas la même selon les publics auxquels ils s'adressent. Si les magazines féminins se sont surtout centrés sur la « vie d'intérieur » des femmes, ne s'intéressant à leur vie professionnelle que depuis quelques années, les revues porno, elles, ne nous présentent les femmes qu'en tant qu'objets sexuels : la mère ou la putain. Quant à l'homme, il n'est présenté dans le premier cas que comme mari et dans le deuxième comme un « mâle puissant bien membré ». Il ne leur est pas présenté plus d'alternatives qu'à nous.

Dans tous les cas, ce ne sont pas des images bien valorisantes de la femme que l'on nous montre. C'est même une négation de la femme qui peut être très violente et humiliante dans le cas de la pornographie : femmes jeunes, jambes écartées, à quatre pattes, à genoux, battues, « consentantes », « vicieuses », « obédées », « corruptrices ». Tout y est concentré sur le plaisir de l'homme et sur les performances de son pénis. Toutes ces images ne sont destinées qu'à valoriser le consommateur et ainsi présentent les fantasmes que les hommes prêtent souvent aux femmes.

Ce que nous reprochons à la pornographie, ce n'est pas de représenter la sexualité, mais d'y associer volontiers la violence, de cultiver un mépris à l'égard du sexe des femmes. S'appuyant sur la frustration de l'homme et mythifiant un « désir dévorant de la femme », elle légitime l'agression sexuelle vis-à-vis de

celle-ci. Le plaisir de la femme étant de nature masochiste, il ne peut s'accomplir que dans la soumission. Il est trop souvent regrettable, par les temps qui courent, de remarquer que la dénonciation du mythe de la nature de la Vierge nous émeuve davantage que la situation des femmes battues, qui ne dérangent plus grand-monde.

Notre plaisir est toléré, et encore sous conditions. Notre désir est interdit. On nous aurait voulues excisées, passives, lieu de convoitise, mais nous avons nos

propres désirs et nous devons nous battre pour les faire reconnaître.

Redevenir geste, parole, action, tendre à un bouleversement des habitudes : dans ce combat, femmes et hommes ont beaucoup à gagner.

Nous, femmes anarchistes, qui menons un combat pour un changement de société basée, entre autres, sur l'égalité de tous les droits, revendiquons la reconnaissance de notre corps et de nos désirs.

Martine et Monique

T'INQUIÈTE PAS C'EST LES NERFS !

C'EST pas le pied la vie qu'on vit, faut bien le dire ! Mais si ce n'est le pied pour personne, pas plus pour les hommes que pour les femmes, les statistiques sur la prise de tranquillisants, calmants, etc., nous laissent perplexes. En effet, environ 80% des personnes prenant ce type de médicaments sont des femmes. Tu craques, je « stresse », elle déprime. Les multiples agressions que nous vivons dans la journée nous rendent victimes d'un mal pour certaines indéfinissables : le mal-être, le mal-vivre.

Qu'il est difficile de se plaire, d'être bien dans sa peau, d'avoir confiance en soi : quelques kilos à perdre, des seins trop petits, femmes au foyer derrière ses fourneaux, femme active des pubs pour déodorants, célibataires dans son studio des Halles, loubardes en cuir et santiag, femme féminine, femme « virilisée »... Encore s'il existait « un » modèle dominant, il serait plus simple de l'accepter ou de le refuser, mais il existe tellement d'images de la femme qu'on est pas sûre en refusant le piège des unes de ne pas tomber dans le piège des autres. La plupart du temps, les modèles valorisés n'ont pas comme seule signification de nous dire comment nous devons nous habiller, nous maquiller, mais ils balisent notre vie.

La femme est continuellement partagée, oscillant entre deux pôles : de la femme au foyer à la célibataire vivant seule. L'équilibre

est difficile à trouver. Comment vivre une partie de soi-même sans renier les autres ?

Correspondre à l'idée que l'on se fait de nous ou refuser ces schémas est tout aussi éprouvant nerveusement. Ces combats quoique de nature différente nécessitent autant d'énergie et constituent autant de mutilations de nos personnalités. Les femmes se laissent trop souvent prendre dans les filets de la culpabilisation, ce qui n'aide pas à l'affirmation d'une identité.

Autant de raison (et la liste n'est pas exhaustive) d'avoir recours aux neuroleptiques ou autres médicaments. Pourtant la prise de tranquillisants ne change pas la vie des femmes si ce n'est de la rendre dépendante de ce monde de la dépression.

Les femmes ont appris depuis longtemps que les solutions à leurs problèmes ne sont pas forcément individuelles et que collectivement, on peut se réapproprier un espace, une manière de vivre, une parole, etc.

« Pour se trouver, il faut se perdre un peu », c'est sûrement vrai et c'est à ce prix-là que nous assurerons notre reconquête : savoir dire « merde » aux choses et aux gens, imposer nos désirs et nos choix, se faire reconnaître pour ce qu'on est, quitter sa petite peau de « victime », en bref s'affirmer en tant qu'individu avec son corps et tout son être.

Rose et Monique

FEMMES ET VIOLENCES

VIOL

Le signe le plus palpable de l'agression faite à la femme demeure indéniablement dans la conscience collective le viol. Crime assez étrange où trop souvent la victime apparaît coupable, où le criminel est rarement appréhendé ou condamné par la morale sociale. Le viol est une des manifestations les plus évidentes d'appropriation du corps féminin. Comme toute oppression, il tend à être nié.

Le viol conjugal, le viol sans pénétration vaginale sont difficilement admis par les législations. Dans la plupart des pays industrialisés, les viols collectifs et incestueux arrivent en tête du « hit-parade » de la profanation vaginale et sexuelle. Dissuasion, culpabilisation de la victime, allant même jusqu'à maquiller ce crime en violence de classe (cette agressivité sexuelle touchant « essentiellement » le sous-prolétariat et l'immigration), les institutions refusent d'en reconnaître toute l'horreur et la globalité.

Cette barbarie relève sous des cultures différentes de la même dynamique : considéré comme ultime humiliation, le viol touche directement dans son corps ou le propriétaire officiel « du vagin ». Le corps sali par l'extérieur appartient au mari, au fils, au cercle familial. Certaines sociétés méditerranéennes poussent cette logique jusqu'au bout en imposant à la femme ainsi désacralisée le suicide, pour laver le propriétaire de ce crime d'honneur.

Le viol de guerre, ultime possession du vaincu par le vainqueur ; le viol politique, suprême assujettissement de la combattante ; le viol collectif pour punir celle qui ose oublier l'espace d'une promenade qu'elle est un « trou » au service du phallus ; le droit de cuissage patronal pour rappeler à la salariée sa juste place dans l'entreprise... Crimes de mœurs ou atteinte à la personne, la nuance est de taille. Dans un cas, le viol apparaît comme une atteinte à la répartition des corps ;

dans l'autre, comme une atteinte à la personnalité de la victime.

Les luttes féministes de ces dernières années ont eu le mérite non pas de faire prendre conscience aux violeurs qu'ils étaient de véritables criminels car cela représente une dynamique globale de destruction du patriarcat, mais de déculpabiliser les victimes. Rompant la honte, la loi du silence ; la criminalisation du viol a mis en évidence la réalité de cette violence, la connivence des institutions et de la morale sociale. Les femmes, en dénonçant collectivement le viol, ont montré les relations étroites qu'il entretenait avec l'ensemble des rapports de domination sexuelle. Cette remise en cause publique a montré qu'il était un crime sexiste et patriarcal. D'une auto-défense collective contre cette agression et d'une transformation radicale du monde patriarcal naîtra une véritable recession de cette violence sexuelle.

Thyde



FEMMES BATTUES

QUE la femme est un objet par le biais du mariage, des liens familiaux ou sociaux ; on (le mari, le patron, le fils) le rappelle quotidiennement à l'épouse, à la salariée ou à la mère. Violées ou baisées en fonction du seul désir de leurs partenaires ; servantes, cuisinières, couturières, nourrices, gardiennes du foyer ou s'épuisant dans la grande majorité des cas à des tâches salariales dévalorisées et monotones les femmes perçoivent de plein fouet leur statut social mineur.

Dernier barreau de l'échelle de l'oppression sociale, elles subissent moralement et corporellement l'esprit de vengeance de l'homme blessé dont le propre corps a été assujéti, parcelisé par des travaux et des conditions de vie difficiles. Les femmes sont battues dès lors que la violence de la vie quoti-

dienne réclame une compensation immédiate. Lapidée, fouettée, assassinée quand la morale religieuse ou sociétaria impose une quote-part de sacrifices rituels. La logique de la paire de claques, des coups, des mutilations est la même sous toutes les latitudes quelles que soient les excuses culturelles ou sociales dont la société revêt cette violence.

La connivence sociale et institutionnelle pérenise le système. Chacun et chacune se tait, détourne les yeux, se bouche les oreilles pour ne plus voir ou entendre sa voisine, amie, collègue de travail, sœur hurlant sa détresse sous les coups assainés par le mari ou le fils. Culpabilisée, patiente, attentive à ne pas mécontenter l'agresseur, la victime subit ou, en retournant cette violence, est aspirée par la spirale de cette virulence négatrice de

tous rapports égalitaires. Les statistiques officielles françaises montrent qu'une femme a plus intérêt à être violée que battue. Enregistrant jusqu'à sa totale négation la loi du talion, la femme battue se tait et ne dénonce pas un tel crime. La paire de claques, le fouet ou la ceinture sont les attributs de tout trousseau de fiancée.

Il a fallu la volonté militante du mouvement féministe pour que des associations viennent véritablement en aide aux martyrs d'une telle violence. Déculpabilisant, prenant conscience de sa situation, la femme dénoncera de plus en plus les sévices dont elle est victime. Refuser la passivité allouée à la femme et la virilité affirmée par la violence attribuée à l'homme désorganiseront la machine des sévices corporels.

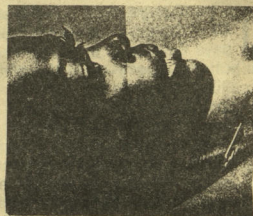
Thyde

MUTILATIONS SEXUELLES

TRENTE millions : c'est le chiffre, sans doute inférieur à la réalité, des femmes et de petites filles excisées dans la majorité des pays d'Afrique et, dans une moindre mesure, au Proche-Orient.

Dès l'enfance, la fillette est préparée psychologiquement et physiquement à subir passivement la domination de l'homme. Suivant les pays et les ethnies, la clitoridectomie : ablation du capuchon du clitoris (méthode la moins répandue) ou la suppression totale du clitoris, des petites lèvres (méthode la plus courante) est pratiquée dès le plus jeune âge (vers 10 ans). L'infibulation est une autre pratique, moins connue mais tout aussi traumatisante. Elle est pratiquée sur les petites filles, et même sur les femmes mariées, afin de rassurer l'époux quant à la fidélité de sa femme. Lorsqu'il est tenu de s'absenter, il peut à loisir faire coudre et découdre sa ou ses épouses. Dans certains pays, cette pratique a lieu systématiquement après l'excision et à la suite de chaque accouchement.

Comment est ressenti ce phénomène par les femmes africaines ? Les conservateurs traditionnalistes considèrent « qu'il n'y a pas eu vraiment mutilation car l'opération est brève ». Et que penser de cette femme égyptienne racontant ses souffrances en les justifiant : « On ne veut pas que les filles soient comme des garçons. Les hommes ne tirent de plaisir que des femmes excisées. D'ailleurs, cela aide les filles à grandir (...). Aucun homme ne voudrait d'une femme hyper sexuelle qui serait constamment excitée et qui lui sauterait dessus continuellement (...). En plus, son orga-



ne piquerait l'homme comme la variole. »

Ce témoignage en dit long sur la soumission de la femme par rapport à l'homme, mais aussi quant à l'impact des croyances sur la vie des femmes africaines en général. Beaucoup d'entre elles ne vont pas à l'école, leur seule éducation est fondée sur leur situation socio-familiale inculquée par les mères, tantes, marraines... La femme, ayant une seule fonction : celle de procréatrice-nourricière, est pure et simplement un objet sexuel pour l'homme. Etant lui-même dominé et exploité, il use et abuse de cet unique pouvoir pour assouvir ses pulsions agressives.

Il semblerait que rien ne soit fait pour améliorer le sort des femmes africaines. Il est évident qu'une solution ne peut pas venir de l'extérieur. Ce sont les femmes, elles-mêmes, qui doivent se prendre en main. Encore faut-il qu'elles sachent que de telles pratiques n'ont pas lieu dans d'autres pays et qu'heureusement, elles ne sont pas inévitables dans la vie des femmes. Nous laissons la conclusion à la coordination des femmes noires : « Nous ferons tout pour accélérer la disparition de cette pratique odieuse, mais nous ne voulons pas être réduite à un clitoris excisé. »

Corine, Paquita

PROSTITUÉE

ÉTRANGE situation que celle de la prostituée, salariée et marchandise en même temps. Salariée par le fait simple qu'elle produit... du fric. Fric dont une petite partie lui revient sous forme de salaire, la plus grande partie allant soit à une P.M.E. de maquereaux, soit à de grosses entreprises du sexe, nationales ou internationales.

Pour exemple, il suffit de regarder de plus près ce qui se passe au Japon. Avec ce que l'on appelle là-bas « kisaeng-tours » ou encore les « sex-tours », voyages de divertissement sexuel dans des pays complaisants telle la Corée du Sud. Ces « sex-tours », organisés par des agences de tourisme, représentent les plus grands revenus de l'industrie du tourisme de la Corée du Sud. Au niveau global, il y a bien une industrie de la prostitution au chiffre d'affaires faramineux. Au niveau individuel, pour la prostituée, tapin rime avec turbin !

Mais plus qu'une salariée, la prostituée est une marchandise qu'on achète, que l'on vend, que l'on nie comme être. Pour une prostituée, il est difficile d'être reconnue socialement en tant que femme ou simplement en tant qu'individu ; pour elle, la brutalité, le viol n'existent pas. Elle peut tout subir et ne peut rien dire. Elle est continuellement niée dans sa personnalité humaine et reste toujours en marge de la société. Difficile pour elle, après une quinzaine de clients journaliers, voire bien plus, d'avoir une sexualité épanouissante.

Ainsi, la célèbre formule : « La prostitution est le plus vieux métier du monde » n'a pas de sens, car la prostitution n'est pas un métier et n'en sera jamais un. Au contraire du maçon, par exemple — qui au travers de son travail a une utilité sociale — la prostitution n'est que le fruit véreux d'une société inhumaine où ne peuvent s'exprimer que d'une manière mensongère, illusoire, les désirs de chacun. Dans ce cadre, la prostitution est la plus grande violence faite à l'être humain, qu'en l'occurrence cet être humain soit une femme, dans 90% des cas, est significatif de la position de celle-ci dans la société.

M.A.H.

PAYS BASQUE LE BRAS DE FER

Il est d'usage, dans la presse, de n'aborder la situation au pays Basque qu'à l'occasion d'actions spectaculaires, en oubliant délibérément le fond du problème. Mais qu'en est-il réellement du statut d'Euskadi ?

Felipe Gonzalez, premier responsable du gouvernement espagnol, claironnait, lors d'un entretien avec le journal *Le Monde* le 20 janvier 1984, que l'autonomie basque était très grande. Si on creuse la question, on n'est pas au bout de

gouvernement central qui dirige l'administration de l'Etat sur le territoire de la communauté.

Restent les « diputaciones forales » qui conservent, comme résidus des anciens fors, le droit de prélever l'impôt et de négocier annuellement la part qu'elles peuvent garder. Mais le dernier mot revient à une commission mixte qui comprend un représentant de chaque « diputacion », plus trois du gouvernement et six de l'administration de l'Etat et qui fixe le quota global du

les prisonniers politiques basques ;

- liberté démocratique, c'est-à-dire légalisation de tous les partis politiques indépendantistes ;

- retrait d'Euskadi de la guardia civil, de la police nationale et du corps supérieur de la police ;

- amélioration des conditions de vie et de travail pour les classes populaires et en particulier pour la classe ouvrière ;

- statut d'autonomie avec conditions minimales requises : qu'il englobe les quatre régions historiques d'Euskadi sud (Alaba, Biscaye, Guipuzcoa, Navarre) ; qu'il reconnaisse la souveraineté nationale d'Euskadi ; qu'il reconnaisse les liens nationaux avec Euskadi nord ; que les unités de défense civile qui remplaceront les actuelles forces répressives soient créées par le

gouvernement basque (sic) ; que les forces armées en place en Euskadi soient sous contrôle du gouvernement basque ; que le peuple basque dispose d'un pouvoir suffisant pour se doter des structures économiques qu'il estimera nécessaires ; que l'Euskadi soit la langue officielle et prioritaire.

Tout le monde se souvient de la pseudo-négociation tentée lors des extraditions de septembre 1984 qui n'était qu'une reddition pure et simple (voir M.L. n° 573). La réalité, c'est une répression accrue qui se chiffre pour la seule année 1984 à 1 789 arrestations (et non 1 189 comme indiqué par erreur dans le M.L. n° 573). Dans les geôles espagnoles pourrissent entre autres 419 prisonniers politiques et plus de 500 sont réfugiés au nord.

Deux logiques étatiques

Comme on le voit, les positions sont radicalement opposées. Gonzalez ne fera pas un geste sous peine de se discréditer vis-à-vis de l'armée aux forts relents franquistes. L'E.T.A. militaire, confiante en sa pratique léniniste de prise du pouvoir, ne peut déposer les armes que si elle a une parcelle de pouvoir dans le futur pays Basque indépendant.

Une fois de plus, il s'agit d'un bras de fer entre deux logiques étatiques. Les anarchistes savent que la lutte doit être dirigée contre elles comme le font les camarades qui luttent au sein de groupes d'insoumis et dans les structures de base que sont les comités de quartier.

Beltza



nos surprises. La constitution du 6 décembre 1978 n'a été ratifiée que par 33% des électeurs. La classe politique des trois provinces (Alaba, Biscaye, Guipuzcoa — la Navarre étant exclue) a rédigé un projet de statut d'autonomie signé à Guernica le 29 décembre 1978. Discuté et amendé aux Cortes (Parlement espagnol) du 2 au 7 juillet 1979, il fut dénommé Statut de la Moncloa et accepté le 25 octobre 1979 par 60% des votants à 90%. Le Parlement basque élu s'installe à Vittoria le 9 mars 1980.

Dans les textes, la communauté autonome a des compétences assez variées allant de la pêche en eau intérieure à la conservation du patrimoine historique. La police basque assure la circulation routière et la protection des établissements publics, mais elle est dirigée par des gradés de l'armée espagnole. C'est pour protester contre cela que l'E.T.A., le 7 mars dernier, assassinait Carlos Diaz Arcocha, colonel de l'armée espagnole et chef de la police autonome. De plus, il faut rappeler que 2 500 policiers espagnols quadrillent le pays Basque sud en permanence. Pour ce qui est de l'enseignement, le primaire et le secondaire dépendent de la communauté autonome, alors que l'université relève du gouvernement espagnol. En ce qui concerne la télévision, les émissions sont obligatoirement sous-titrées en espagnol.

La poudre aux yeux

Les pouvoirs politiques et financiers du Parlement et du gouvernement basques sont faibles. Les lois votées doivent passer par le tribunal constitutionnel (onze ont été rejetées sur trente-six). De plus, il existe un gouverneur civil représentant de l'Etat qui n'a aucun compte à rendre à la communauté autonome et un délégué du

pays Basque pour l'Etat. On voit aisément dans quel sens peuvent se régler les conflits.

Des problèmes internes

En décembre 1984, l'Assemblée nationale du P.N.V. (Parti nationaliste basque), tendance modérée, mais principal parti du pays Basque, a retiré sa confiance au lehendakari Garai-koetxea et nommé à sa place Ardanza. Ce dernier s'est empressé de signer le 19 janvier 1985 un accord avec le P.S.O.E. (Parti socialiste espagnol) dans l'unique but de s'assurer la majorité au Parlement, car depuis les élections du 26 février 1984, il leur manquait une voix. En contrepartie, le P.S.O.E. obtiendra systématiquement la condamnation des actions d'E.T.A. jugées inacceptables dans un système de liberté (sic). Et pour la symbolique, les deux drapeaux flottent côte à côte.

Dans le même temps, la Navarre voyait sa « diputacion » transformée en parlement foral et son gouvernement formé en 1984 présidé par Uralburu du P.S.O.E., ce qui finit de couper l'herbe sous le pied aux radicaux qui veulent l'intégration de la Navarre à la communauté autonome.

Alternative : R.A.S.

On voit bien que l'autonomie dont parle Felipe Gonzalez est vide de sens, conformément à sa logique étatique et centralisatrice.

Mais cette duperie est rejetée par un fort courant représenté par E.T.A. et sa branche politique Herri Batasuna (qui a obtenu 15% des voix aux élections de 1984).

D'ailleurs, depuis plusieurs années, E.T.A. est prêt à discuter si sont mis en pratique les cinq points minimum de l'alternative K.A.S. (Coordination patriote socialiste), à savoir : - amnistie, soit libération de tous

MINEURS BRITANNIQUES LE MOUVEMENT NATIONAL DE LA BASE

COMME on a pu le lire à maintes reprises dans *Le Monde libertaire*, le mouvement des mineurs britanniques ne s'est pas arrêté au bout des 364 jours de grève, même s'il s'est pas mal ralenti. Dans certains puits, la grève s'est même poursuivie encore quelques semaines.

Aujourd'hui, le mouvement s'est transformé : face à la répression brutale de l'Etat et du patronat, les mineurs se battent pour l'amnistie, la libération et la réintégration des 750 mineurs jetés derrière les grilles des houillères ou en prison et des 1 000 autres qui sont susceptibles de connaître le même sort.

Parce que la grève a été perdue par les mineurs, le gouvernement essaie de pousser sa victoire en fermant autant de puits que possible alors que le N.U.M. (syndicat des mineurs) est dans une position de faiblesse. Le nombre des mineurs vivés va doubler (50 000).

Parallèlement, le N.U.M. subit une érosion, des mineurs quittent le syndicat parce qu'ils se sentent trahis en reprenant le boulot ou parce qu'ils ne sont pas d'accord avec la politique de Scargill, ou tout simplement parce qu'ils sont désabusés comme après tout conflit long qui échoue. Certains dirigeants, comme ceux du Notts, du Sud Derbyshire et du Leicestershire ont même scissionné.

Les mineurs de la base

Le mouvement national des mineurs de la base, lui ne se déclare pas scissionniste et veut lutter à l'intérieur du N.U.M. Il s'est créé après une réunion, le 13 avril 1985, rassemblant des mineurs de la base et des femmes de mineurs du York-

shire, Wurrwickshire, Derbyshire, Nottinhamshire, Kent, Leicestershire.

Il se donne comme objectifs : l'amnistie pour tous les mineurs licenciés et réprimés, l'assistance financière jusqu'à leur réintégration, la continuation de la lutte contre les fermetures des puits et du combat contre les lois antisyndicales.

« A moins que nous n'organisons une campagne pour le soutien et la réintégration de tous ces mineurs, nous ne reprendrons pas confiance en tant que syndicat », disent les mineurs de la base, en préalable. « Nous ne pouvons sacrifier les meilleurs militants (...), les mineurs actifs pendant la grève ont été réprimés dans toutes les régions, déclassés de leurs postes de travail, et dans certaines régions certains ont du signer un engagement à ne pas faire d'agitation dans leur propre puit. Des puits et des secteurs militants sont décimés, laissant un syndicat constitué principalement des secteurs jaunes (scab). Nous devons combattre cela au niveau des sections : renouveler la lutte contre les intentions du N.C.B. (patronat) d'écraser le syndicat. »

Objectifs à long terme

Ces objectifs ne sont pas obligatoirement la panacée, mais qu'il faut remettre dans leur contexte, à savoir : le N.U.M., par fédéralisme ou plutôt par régionalisme, n'avait pas une ligne syndicale, ce qui fait que sur certains puits c'est le N.U.M. qui était le syndicat des « jaunes », celui qui appelait à aller travailler et on a même pu voir s'affronter des mineurs du même syndicat ; les uns étaient en grève dans leurs puits, les autres étaient scabs dans le leur.

Aussi le mouvement des mineurs de la base, pour en finir avec la structure fédérale du N.U.M. veut obtenir un seul code de réglementation « empêchant les abus des secteurs. Cela aiderait à l'unité nationale du syndicat. » Le mouvement national de la Rack and File veut également se battre pour sanctionner les permanents syndicaux qui ont joué les « jaunes » pendant la grève et qui ont travaillé contre le syndicat national. »

Pour cela le mouvement va lancer une campagne pour sa propre politique au sein du N.U.M. et organiser des meetings exclusivement ouverts aux militants du N.U.M. et à leurs femmes. « Cette campagne a besoin d'opérer en direction de la réintégration en reprenant confiance dans les membres de la base et d'autres syndicalistes pour de futures batailles. Ainsi des collectes régulières doivent être mises en place dans autant de puits que possible. Ceci doit être la priorité de ceux qui seront actifs au sein de cette campagne. »

« Que tous les membres du N.U.M. discutent dans les puits quand cela est possible de leurs collègues virés chaque jour rien qu'en se faisant surprendre par les « jaunes ». Où cela est possible, les mineurs, leurs femmes et leurs familles devraient se rendre au local syndical du puit une fois par semaine pour surveiller et harceler les permanents et les élus... »

Le mouvement s'est également doté d'un journal pour donner des informations sur les prisonniers et licenciés auxquels écrire, sur les modifications dans la pratique du travail (changement d'équipe, etc.) et sur le mouvement des « jaunes » entre différents puits et secteurs.

Jean-Pierre Levaray

NAISSANCE DE L'ANARCHISME AU PORTUGAL

L'HISTOIRE du mouvement anarchiste au Portugal est loin d'avoir trouvé une explication capable de clarifier ses moments décisifs. Les études parcellaires, les seules faites avec une certaine rigueur, sont presque toujours restées dans le « sociologisme biographique ». L'analyse du parcours de l'idéal anarchiste apparaît réduite à certains traits communs, à un romantisme radical de « fin de siècle » : antimilitarisme, néomalthusianisme, éducation intégrale, amour libre, internationalisme, naturalisme, utopisme, révolte permanente, spontanée (ce qui n'est pas rare dans la généralisation des grèves et, bien sûr, des attentats).

Le parcours qui lie les actions et les idées des hommes à travers les temps, les unit et les sépare, mais les intègre dans une métaphore continue qui n'acquiert une intelligibilité que dans celui-ci ; l'anecdote disparaît. Les idées, qui se moulent dans l'action de l'écriture ou dans les actes de la vie, réduisent à des « éclats », recouverts dans un parcours consciemment collectif. Nous allons tracer dans les lignes suivantes quelques uns des moments les plus décisifs du parcours de l'idéal anarchiste au Portugal.

Du décentralisme au républicanisme fédéraliste

L'anarchisme, dans ce qu'il contient de trace indélébile, est la négation de toutes les relations de pouvoir, exprimées dans la délégation, dans la substitution des uns par d'autres, par des signaux, des simulacres, des abstractions.

Au Portugal, ces idées sont acquises assez tardivement (1886). Par conséquent,

P.-J. Proudhon. Cette révolution donna de nouvelles espérances aux républicains : la république diffuse était possible, cela n'avait pas été un accident historique. L'attaque contre la monarchie, identifiée avec le libéralisme et le centralisme croissant, finit par porter le républicanisme à opérer une symbiose avec l'idéal proudhonien. Le mutualisme surgit comme la formule alternative au libéralisme, et le fédéralisme comme la réponse au centralisme. Mais Proudhon ne détache jamais ses idées d'un concept qui lui est central : la nécessité de faire correspondre la « politique » à l'économie. Le républicanisme absorbe ce thème, mais l'intègre cependant dans une perspective philanthropique ; ce mouvement va impulser les premières associations ouvrières.

L'année 1848 se trouve être, pour cela, un point de repère dans ce parcours. En effet, il passe par la république qui surgit dès avril 1848 et meurt presque aussitôt. Y succède une conspiration « des Hydres », d'où se dégagent des personnages tels que : José Esteveo, Oliveira Mareca, Rodrigues Sampaio. De là surgit le journal *L'Echo des ouvriers* (1850-1851) écrit par Lopes de Mendonça, Sousa Brandao, et d'autres, et où l'on voit croître les tendances républicaines socialisantes. En cette même année, surgit à Porto *A Esmeralda* puis *A Peninsula* (1852-1853), etc.

Quoi qu'il en soit, l'année 1851 représente une autre date importante et cela grâce à la publication de la première partie de *Etudes sur la réforme au Portugal* (de J.-F. Henriques) qui permet au fédéralisme et au républicanisme de trouver une expression commune qui durera jusqu'à la 1^{re} République (1910). Une des premières réalisations, suite à cela, fut la fondation du Centre d'améliora-

sé-Julio de Oliveira Pinto (1853) et Joao da Silva Ferrao de Carvalho Martens (1854), etc. Nombreux sont ceux qui étudient la pensée du philosophe à cette époque, et cela va jusqu'aux formations monarchiques dont on soupçonne le désir de démonter une des figures « chéries » des républicains.

Pourtant, à partir des années 60 survient une radicalisation de ce républicanisme fédéraliste (due probablement, en partie, à la révolution espagnole de

1876 le Parti socialiste. Dans ce groupe coexisteront le fédéralisme municipaliste, le coopérativisme et les nouvelles idées telles le collectivisme et le socialisme.

En second lieu, nous trouvons la continuité du républicanisme d'aspect fédéraliste, populiste, non étranger à la tentative de création d'un second noyau de l'Alliance pour la démocratie socialiste, où à travers Bonança, lié à la Loge maçonnique du comte de Peniche,



Manifestation de jeunes anarchistes portugais.

1865). Malgré cela, on voit encore en 1870 au congrès ouvrier de Barcelone cohabiter avec les revendications de la classe ouvrière, celles de la défense de la république. Cela retarde d'autant une explosion ouvrière.

Socialisme et républicanisme : la rupture

Pendant que dans la péninsule ibérique, républicanisme et factions radicales (incluant les proudhoniens) font encore bon ménage, en Europe centrale la rupture entre socialisme et républicanisme est déjà réalité. La rupture décisive survient en 1869 lorsque Fanelli vint faire de la propagande pour l'Association internationale des travailleurs (A.I.T.) en Espagne (tout en membre également de l'Alliance pour la démocratie socialiste).

Immédiatement après, au congrès des travailleurs espagnols, en 1871, est récusé le lien entre l'idéal républicain et l'idéal socialiste. Le point clé est l'adoption de la motion sur l'abstentionnisme politique, ce qui signifiait l'indépendance des organisations de travailleurs vis-à-vis des partis politiques et de leurs querelles électorales. Le républicanisme perdit par la même occasion la majeure partie de ses électeurs et de ses militants.

Quoi qu'il en soit, nous sommes encore assez éloignés d'un idéal véritablement anarchiste, du fait que le principe de la délégation n'est pas remis en cause. Regardons les textes de celui qui a été considéré comme le premier anarchiste au Portugal : Eduardo Maia. L'analyse de ceux-ci révèle que ce dernier ne s'éloigne pas d'une proposition mutualiste pour résoudre les problèmes sociaux et ne touche pas au problème de l'Etat. Les références à Bakounine restent dans le domaine de l'information, sans aucune réelle adhésion à celles-ci, même de la part d'Eduardo Maia.

En fait parler d'anarchisme au Portugal en cette période relève de l'équivoque. Tout d'abord, nous allons rencontrer un groupe, directement influencé par les idées de rupture, et qui va adhérer aux idées de P. Lafargue à l'origine de la Fraternité ouvrière, qui deviendra

il essaye de garder un lien avec le mouvement ouvrier. Le groupe réussit même à se constituer en tant que tendance au sein du Parti républicain. En 1873, il créa le Centre républicain fédéral d'où surgira Eduardo Maia. Appelant à un municipalisme fédéraliste, à l'associationnisme ouvrier, et même, lorsque les circonstances l'exigent, à la grève, cette tendance républicaine fera du journal *O Rebele* (1873) son organe.

Malgré les bouleversements au sein du Parti républicain, cette tendance restera toujours très vive, à travers des personnages tels que Heliodoro Salgado, Magalhaes Lima, etc. De cette tendance surgira à la fin de la dernière décennie du XIX^e siècle l'important courant de l'anarchisme au Portugal que fut l'anarchisme interventionniste. On leur doit en particulier l'implantation de la république.

La seconde rupture

La venue d'Elisée Reclus au Portugal (1886) marque le moment le plus décisif de la rupture. Dès lors, il n'est plus possible de maintenir le discours diffus et ambigu sur l'anarchisme, comme cela a eu lieu jusque-là entre républicains et socialistes. Si les premières scissions déburent dans le camp socialiste, nous verrons également sortir du côté républicain les premiers anarchistes. Kropotkine sera à l'ordre du jour, mais aussi l'action directe ainsi que de nombreuses autres références ; cela afin d'opérer une distinction des idées dans la société portugaise : monarchistes, républicains, socialistes et maintenant les anarchistes.

Carlos Fortes
(traduit de « A Batalha »)

NOUS AVONS REÇU

- *Freedom* (Angleterre) : numéro de juillet ;
- *Umanita Nova* (Italie) : n° 24 ;
- *Trafic* (R.F.A.) : numéro de juillet ;
- *Cenit* (bimestriel de la C.N.T. à Toulouse).



Slogan anarchiste à Lisbonne.

un ensemble de phases se rencontre dans ce parcours, qui se trouve être ainsi une « articulation » des diverses conceptions clés, lesquelles tendent à s'opposer à certaines caractéristiques des Etats sortis de la Révolution française.

A ce sujet, Alexandre Herculano nous apparaît comme un auteur « paradigmatique ». Il introduit et propage un concept clé : sa critique du centralisme politique, sa défense du « décentralisme » ont produit une méfiance naturelle envers l'Etat et ses mécanismes bureaucratiques (cf. Alexandre Herculano, *Opusculs Politicos*, tome I). Ce mouvement « décentraliste », imbu de vagues désirs régionalistes, prépare selon Joël Serrao le terrain pour l'acceptation de l'idéal fédéraliste, lequel domine ce pays après 1848.

La révolution de 1848, en France et dans d'autres pays, réveille de toute part une nouvelle conscience de l'homme face à la société : de France arrivent le républicanisme, mais aussi les idées de

tion des classes laborieuses (1852) qui constituera jusqu'en 1872 le principal centre d'activités ouvrières au Portugal.

Les idées de Proudhon surgissent alors, indissociables de la propagande républicaine. Le phénomène est, d'ailleurs, commun à l'Espagne d'alors où Pi y Margall, « disciple » de Proudhon, est également un propagandiste républicain (pour confirmer l'existence de cette symbiose, déjà bien structurée, on peut se référer à ses écrits de 1854, d'ailleurs divulgués par Marx, lui-même). La république est conçue comme une vaste fédération de municipalités, mutualités, coopératives, soutenues par une généralisation de l'idée de solidarité.

Impulsant le mouvement ouvrier, les républicains continuent en parallèle à lui associer des revendications républicaines. Cependant, il arriva un moment où les œuvres de Proudhon commencèrent à être étudiées plus précisément. Cela commença avec Pedro Amorim Viana, à partir de 1852, puis viendront Jo-

TOULOUSE : TORTURES DANS UN COMMISSARIAT

LES lecteurs réguliers du *Monde libertaire* sont au courant (voir M.L. précédents) de l'arrestation, le 17 avril 1985, de quatre antifascistes toulousains à la suite de sabotages perpétrés à l'encontre de lieux de réunion du Front national.

Tout d'abord une bonne nouvelle : Gérard Mossol vient d'être libéré et nous nous en réjouissons ; pour ce qui est de la suite, cela n'est malheureusement pas gai du tout.

En effet, nos amis emprisonnés ont pu nous faire part du traitement qu'ils ont subi lors de leur garde-à-vue au commissariat du Rempart Saint-Etienne, bien connu des libertaires locaux qui ont souvent l'occasion d'y séjourner.

Les témoignages de Marcel Pley sur les tortures qu'il a subies (voir texte ci-contre) et de Danielle Chenal qui a été interrogée debout pendant 8 heures (sévice recon-

nu comme torture par le Conseil de l'Europe) prouve, si besoin est, que nos policiers ont la main leste, trop leste.

Chaque jour, dans les commissariats, des Ambrosi (à Annanay) et des Marion (à Toulouse) s'appliquent à humilier, frapper, torturer les présumés coupables qui ont le malheur de passer entre leurs mains. L'administration, bien sûr, se tait. Pour elle, le tabassage est normal, la torture est une nécessité que l'on doit taire lorsqu'on y a recouru. Le moins qu'on puisse dire c'est que l'Etat socialiste, pourtant si prompt à dénoncer les tortures en Amérique latine ou dans les Pays de l'Est, s'accommode bien des pratiques musclées de ses policiers.

Mieux même, M. Joxe les félicite et nous met à contribution de plusieurs milliards, certainement pour renouveler les placards métalliques endomagés par les têtes des « clients », et pour changer les moquettes tachées de sang et de vomissures.

Nous ne tolérerons pas que ce genre de pratiques soit passé sous silence et nous entendons bien les dénoncer haut et fort, en soulignant bien le rôle que jouent la justice et l'Etat complices des tortures infligées par les flics dans les commissariats de Toulouse et d'ailleurs.

Groupe Albert-Camus

Protestez auprès de M. le juge Lavigne, palais de justice, place du Salon, 31000 Toulouse.

Ecrivez nous et soutenez nous : Comité de soutien aux quatre antifascistes emprisonnés, c/o C.E.R.F., B.P. 4131, 31030 Toulouse cedex.

Ecrivez leur : Danielle Chenal (mat. 14928), Marcel Pley (mat. 14926), Gérard Fabre (mat. 14927), maison d'arrêt, 18 bis, Grande-Rue Saint-Michel, 31400 Toulouse.

Amitiés.
Marcel

TÉMOIGNAGE

Les amis,

Je vous envoie un petit témoignage de mon séjour au Rempart Saint-Etienne. Je passe sous silence mon arrestation ainsi que celle de Danielle, banales, flingues au poing, « tout le monde allongé — toi, ne bouge pas ! »

Mon arrivée au Rempart fut sans histoire, mon premier procès-verbal aussi. Ce fut seulement après 8 heures d'interrogatoires, après le changement d'équipe pour la bouffe (brigade anti-gang du commissaire Marion) que les méthodes changent. D'abord assis, les menottes dans le dos, entouré par 6 ou 7 flics ; je dus, comme ils disaient, « prendre mes patins », reconnaître certains faits et ma responsabilité.

Devant mon ignorance et mon silence, je me pris quelques baffes, puis des coups de poing dans le ventre. Je fus mis debout, les questions : « Allez parle, etc. » étaient scandées par ma tête frappant régulièrement les placards métalliques, puis par des baffes, des coups de poing, jusqu'au moment où je tombe par terre, de par les coups et de par la peur. Il y avait là un nommé Arcas, barbu, gros, un Pied-Noir assez vieux avec des lunettes, puis Marion, petit brun qui arrive et qui se servait d'une petite matraque en caoutchouc.

Allongé par terre, ils me couvrirent la tête d'un seau en plastique, appuyèrent le seau contre ma nuque, puis sur le sommet du crâne, pour qu'à chaque fois le plastique soit en contact avec ma tête et Marion frappait régulièrement pendant qu'un autre me shootait dedans. Puis, changement : coups sur les articulations (j'ai encore apparent sur la peau un hématome important au niveau du coude), puis dernier divertissement, on me défait la ceinture, abaisse le pantalon, et Marion tente de me sodomiser avec sa matraque. Je me débats, coups sur les couilles... On me remet sur les pattes. « Mais ça suffit. » On recommence à faire le tambourin avec ma tête, m'obligeant à reconnaître les faits.

Tout ça a duré un bon moment, jusqu'à 12 h 30-13 h, Gérard aussi a eu sa dose de coups. (...)

APPELÉS, FAITES VOTRE SÉVICE POLICIER

LORSQU'il s'agit des domaines policiers ou militaires, les socialistes ne manquent pas d'imagination. On avait pu déjà le constater en 1947 avec la création des C.R.S. Cette mesure de M. Jules Moch est, depuis, particulièrement appréciée par tous ceux désirant quelque peu échapper à la tutelle capitaliste ou étatique. Le député Bonnemaison risque de rejoindre au Panthéon des flics son digne successeur.

En tant que rapporteur de la commission des lois de l'Assemblée nationale n'a-t-il pas, à propos du projet de modernisation de la police, proposé que des appelés du contingent aient la possibilité d'effectuer leur service militaire dans la police ? Cette initiative, que M. Chirac avait déjà prôné, ne semble pas au premier abord porter à conséquence : les appelés n'auraient pas de tâche de police judiciaire, ne seraient pas armés et ne participeraient pas à des opérations de maintien de l'ordre.



Et pourtant, en apprenant que le nombre de ceux-ci pourrait atteindre 10% de l'effectif de la police en tenue, ce qui fait tout de même près de huit mille cinq cents personnes, on se dit que cela fera le même nombre de policiers pouvant abandonner des tâches administratives pour se consacrer exclusivement à la répression. Ainsi, par un tour de passe-passe, sans dépense excessive (solde des appelés), on arrive à augmenter les forces de l'« ordre » de 8 500 unités.

En dehors du mérite financier, cette mesure présente également de nombreux avantages « stratégiques » : stopper l'accroissement des polices municipales, renforcer l'ilôtage des quartiers (on pense déjà à des « binômes » d'îlotiers faisant leur ronde avec un policier auxiliaire : un appelé, c'est jeune, sympa, pas flic du tout...), améliorer l'image de marque de la police (à l'écoute des problèmes du citoyen, le renseignant en prenant son temps, etc.).

On peut penser que cette innovation aura du succès vu la réusite des appelés gendarmes (9 000 actuellement). Qui pourrait s'y opposer, à part quelques anarchistes ? Pas plus la droite que la gauche, mystique sécuritaire oblige. Le gouvernement ? M. Joxe, ministre de l'Intérieur, applaudit des deux mains. L'armée ? Allons donc, elle sera ainsi encore plus proche de la population. Vive M. Bonnemaison par qui le consensus national de la répression arrive ! On pourrait même associer à son nom le terme « pou-laga », cela lui fera tellement plaisir !

Georges Host

arguments

MOUVEMENT LIBERTAIRE ET FÉDÉRATION ANARCHISTE

C'EST fait plus d'un siècle que le mouvement libertaire se bat pour la liberté des hommes et des femmes, cela fait plus d'un siècle que le mouvement anarchiste combat l'organisation autoritaire de la société. De ce combat où le désir de la liberté se conjugue avec la volonté de construire une autre organisation sociale, les anarchistes ont banni à tout jamais la régression autoritaire qui vise à mettre en sourdine et ce désir et cette volonté ! Mise en sourdine pour cause de foi mystique ou pour cause de théorie scientifique du prolétariat ?

Pour autant, il ne saurait être question de mythifier ce mouvement anarchiste tant il est vrai que tout mythe est la négation de la vie, la cristallisation du

vivant. Traversé par des courants et des sensibilités différentes, les divisions internes du mouvement libertaire sont visibles. Si la Fédération anarchiste est, quantitativement, la composante la plus importante, on ne doit pas nier pour autant l'existence des autres composantes de ce mouvement. En effet depuis quand, chez les anars, la raison du plus fort serait-elle la meilleure ?

Ainsi il existe en France, en dehors de la Fédération anarchiste, des groupements organisationnels à caractère national : Union anarchiste (U.A.), Organisation communiste libertaire (O.C.L.), Union des travailleurs communistes libertaires (U.T.C.L.), des collectifs éditeurs de revues ou de livres : I.R.L., C.P.C.A., Agora, A.C.L.,

Nautilus, etc. ; des coordinations libertaires formées en fonction de réalités locales ou sociologiques particulières (Coordination lyonnaise, coordinations d'étudiants...) ; et bien d'autres regroupements spécifiques.

Dans ce foisonnement qui fait le mouvement libertaire, la Fédération anarchiste, outre le nombre de ses militants et la diversité et l'importance de ses œuvres, se distingue par un pari qui peut sembler simple au néophyte de l'anarchie mais qui, en fait, se révèle difficile et passionnant. Le pari de la Fédération anarchiste étant de rassembler par delà les différences d'analyses, de pratiques et de sensibilités, les militants libertaires conscients de la nécessité du changement révolutionnaire et conscients des avan-

tages qu'ils ont à s'organiser à grande échelle dans ce but.

Rassembler sans nier les différences, cela pourrait ressembler à un propos policier s'il ne s'agissait en l'occurrence de rassembler des militants anarchistes qui n'ont aucunement la prétention de former une élite ou une quelconque avant-garde révolutionnaire.

Rassembler sans nier les différences pourrait ressembler à un discours tout court, s'il n'y avait à la base la pratique du fédéralisme qui garantit à l'individu et au groupe une autonomie, tout en satisfaisant son besoin d'agir, de débattre et de s'organiser collectivement.

Rassembler sans nier les différences pourrait enfin ressembler si on ne savait pas distinguer précisément entre diffé-

rence et division. (Dans cette optique, la Fédération anarchiste n'a aucune retape à faire envers le reste du mouvement anarchiste... et réciproquement.)

Aujourd'hui, le mouvement libertaire français, dans le vide existant de l'alternative révolutionnaire, a de lourdes responsabilités ; le sectarisme qui a marqué les périodes de faiblesse de l'anarchisme est en train de lentement se fissurer. Disparu à l'intérieur de la Fédération anarchiste, il se doit de disparaître dans les rapports entre les différentes composantes, sans minimiser pour autant nos divergences de fond, afin que le foisonnement de ce mouvement libertaire soit, ici et maintenant, un signe de richesse.

Luc
Gr. Berkman

CRASS

C'EST...

Vocalise : Steve Ignorant, Eve Libertine, Joy de Vivre ;
Guitare solo : Phil Free ;
Guitare rythmique : Andy ;
Guitare basse : Pete Wright ;
Batterie : Penny Rimbaud.

CRASS est l'un de ces groupes anglais sans lesquels le mouvement anarcho-punk n'existerait pas. Il a su faire entendre ce qu'il n'était pas le tout de crier : « Anarchy ! » à tout bout de champ, ou de faire des « A » cerclés : l'anarchie c'est une façon de vivre, un projet de société.

Depuis 1983, date de leur dernier 33-tours (*Yes sir, I will*), les Crass n'ont produit qu'un ou deux 45-tours. Pourtant, on parle toujours d'eux. Ce quasi-silence

de leur part, c'est pour ne pas jouer les stars de l'anarcho-punk et nous dire : « Ecoutez, il y a d'autres groupes que nous, qui ont aussi plein de chose à dire... », et c'est aussi pour se remettre en question par rapport au tournant du mouvement punk.

Pourtant Crass ne reste pas inactif, les uns peignent, d'autres font de la musique avec d'autres groupes, d'autres écrivent ; Eve Libertine, une des chanteuses du groupe vient de sortir en Angleterre un 33-

tours (bientôt en vente en France), *Act of love*, disque très cool où il est question des rapports humains. Les Crass par ailleurs produisent d'autres groupes : Sleeping Dogs, Kukul..., participent à la compilation P.E.A.-C.E.E. et, quand même, travaillent en studio pour un prochain album.

L'extrait d'interview qui suit résume assez bien leurs points de vue, qu'il semblait intéressant de trouver dans *Le Monde libertaire*.

Jean-Pierre Levaray

INTERVIEW DE STEVE CHANTEUR DE CRASS

— Quand et comment avez-vous commencé ?

— C'était en 1977, dans toute l'Angleterre des gens disaient : « On doit le faire nous-mêmes ! » ; c'est cela la définition même du mouvement punk : faire soi-même ce qu'on a envie de faire. Nous pensions qu'ils voulaient vraiment faire ce qu'ils disaient et c'est à cette époque que nous avons créé Crass. Et puis, petit à petit, les gens ont disparu un à un, ils ont arrêté de faire leurs chansons et nous nous sommes retrouvés seuls, jusqu'à ce que de nouveaux groupes et individus nous rejoignent. Fondamentalement, ce qu'on continue à dire c'est : « Faites le vous-mêmes ! »

— Qu'est-ce qu'être punk ?

— Pour moi, c'est rejeter le système... mais en fait c'est plus. Il y a toujours eu des punks qui luttaient contre quelque chose, qui comprenaient qu'il existait une alternative à ce qu'on nous avait appris dans notre entourage, dans notre famille. Ce que cela veut dire maintenant ? C'est vivre notre propre vie, de la façon dont on le désire, en causant le moins de souffrance possible.

— Le punk est standardisé ! Au début, le punk c'était le rejet des standards, des stéréotypes... or maintenant, c'est devenu un modèle auquel se conforment les groupes dans leurs façons de se présenter, dans leurs musiques, dans leurs paroles. Il y a une différence entre les gens qui se conforment sans réfléchir à cette façon d'être et les gens qui essaient de présenter leurs idées autrement, de façon à ce que les gens se posent des questions.

— Parlez nous de votre disque sur les Falklands (Malouines) ?

— Quand on a parlé de la guerre des Falklands dans la presse nationale, toute l'Angleterre est devenue très patriotique. Tout le monde dans les pubs disait : « Il faut foutre la patée aux Argentins ! » Et c'est pour cela qu'on a fait notre flexi-45-tours : c'était une plaisanterie sur toute la sexualité qui tourne autour de la guerre, le cliché du héros avec son fusil qui tue et est tué pour les femmes. A ce moment-là, on ne pensait pas qu'on serait en guerre avec l'Argentine. Quand il y a eu les premiers morts, on a commencé à penser que ce flexi-disque était vraiment affreux et c'est pour cela qu'on a sorti *How does it feel, to be the mother of 1 000 dead's* ?, de façon plus sérieuse.

La principale raison qui nous a fait faire cela, c'est que les médias, la presse nationale, étaient censurés. Tous les soirs, à la télé, on voyait des films de guerre, de flics et de voleurs qui se tuent, mais jamais de vrais films qui venaient des Falklands, pas de photos non plus... juste des dessins d'avions comme on les écoliers. Tous les écrits qui venaient des Falklands étaient censurés, on n'avait aucune idée de ce qui se passait vraiment. C'est pour cela qu'on a sorti le 45-tours, pour exprimer vraiment ce qu'on ressentait, c'est-à-dire que Thatcher était un assassin, l'assassin de 1 000 personnes.

C'est Thatcher qui a ordonné personnellement de couler le Belgrano alors qu'il était hors de la zone occupée. A ce moment, un membre du Parlement, dont le frère travaille pour la rubrique rock d'un quotidien, a entendu le 45-tours. Il a essayé de nous faire poursuivre par le Parlement, ce qui nous a fait beaucoup de publicité, même Thatcher a pu écouter notre 45-tours.

En fait, on n'a pas été poursuivi, on n'est qu'un petit groupe de musiciens, on ne peut rien faire d'autre que de crier plus fort, chanter plus fort pour être entendu. Le 33-tours et le 45-tours ont été fait pour essayer de mettre un terme à ce patriotisme imbécile.

— On a pas mal parlé et pourtant pas un des mots qu'on peut trouver dans vos paroles n'est apparu dans vos réponses : anarchie, paix, liberté.

— Pourquoi devraient-ils apparaître ? Anarchie, paix et liberté, c'est comme cela que nous vivons et cela ne sert à rien d'en parler. C'est comme si on disait : « Paix et liberté, bonne nuit et démocratie, mon petit ! », c'est comme le Père, le Fils et le Saint-Esprit, c'est une nouvelle trinité.

Je crois que c'est la définition qu'on nous a imposé lorsqu'on s'est mis à faire des chansons, quand on a voulu faire passer nos idées. On a été entraîné dans une sorte d'arène politique et les tendances de droite et de gauche ont tenté de récupérer ce qu'on disait, c'est pourquoi on a pris le symbole anarchiste. C'était un pied-de-nez à toute étiquette politique. Mais comme on s'est opposé aux anarchistes conventionnels qui parlent de révolution générale et violente, on a alors rajouté l'étendard de la paix à côté de celui de l'anarchie. Et puis le mouvement de la paix est arrivé. Leur idée de la paix, c'est de passer par des manifestations politiques, alors on a fait apparaître la liberté individuelle aussi.

Nous avons essayé d'utiliser le sens de cette notion en le redéfinissant pour sortir des sens préconçus que les gens lui ont attribués... toute sorte de définition comme celle-là se retourne contre elle-même en fin de compte.

Si tu essayes de mettre une étiquette quelconque sur ce qu'on essaye de faire, c'est en contradiction totale avec ce qu'on essaye de dire. Les gens doivent être capable de vivre ensemble sans se maltraiter comme ils le font. Dans notre album *Yes I will* on a en quelque sorte réfuté tout ce qu'on avait créé. Quand on dit : « Tu te crois anarchiste, en disant : "T'as pas cent balles ?" ... alors que c'est juste une institution de plus ». Ce disque est plein de ce genre de choses. Nous ne nous identifions plus à cela, parce que voilà ce que c'est devenu, voilà ce que cela signifie actuellement et nous ne nous reconnaissons plus là-dedans.

A un moment donné, nous avons fait nôtres tous ces mots-là pour expliquer ce que nous faisons. Mais ces mots-là, d'autres gens les ont traduits et ils sont devenus de moins en moins conformes à ce qu'il nous les avait fait approprier au départ.

— Parlez nous un peu plus de *Yes I will* ?

— Dans les années 60, les gens avaient des ronéos et tiraient des tracts pour faire circuler l'information, *yes I will* est la même chose, sauf que nous faisons notre tract sur du vinyl. C'est un ensemble de remar-

ques assez circonstanciées sur ce qui se passait au début de l'année 1983.

— Et le 45-tours *Who dunnit* ?

— Ce que nous avions à dire a été affecté jusqu'à un certain point par les élections. Nous avions sorti coup sur coup *Yes I will* et *Sheep farming in the Falklands*. Nous les avions sortis avant les élections, c'était important pour nous, parce que nous pensions que ce que nous disions pourrait avoir de l'effet... bien sûr pas au point de renverser le gouvernement, mais donner nos positions clairement, en temps voulu. C'était pour montrer que nous sommes impliqués dans une certaine politique. Lorsque Thatcher est repassé, nous avons sorti *Who dunnit* ?, c'était la marque de notre désespoir, de notre dégoût, de notre irrespect, de notre déception.

Nous étions réduits à être de vilains garçons et filles dans une salle de classe. C'était tout ce que nous pouvions faire. Tout le reste, le rationnel, nous l'avions dit dans nos disques précédents. C'était une façon de dire : « Que nous reste-t-il d'autre à faire qu'en rire ? ». C'est le plus triste de nos disques.

— Allez-vous refaire des concerts ?

— On ne sait pas. Pour le moment, on essaie de mener à bien ce qu'on veut faire, parce qu'après plus de 6 ans de concerts... Il y a beaucoup d'autres groupes, comme *Conflikt*, *Flux...* qui font aussi bien que nous, si ce n'est mieux, et c'est fondamentalement la même chose. Je veux dire que nous avons toujours essayé de faire pendant nos concerts quelque chose de différent : on a introduit de la poésie, avec quelqu'un pour la lire, des films, des vidéos, des enregistrements... et, maintenant, il y a beaucoup de groupes qui font cela. C'est difficile de voir jusqu'où on peut pousser cela maintenant, faire progresser et propager ces idées.

Ce qui me gêne c'est que les gens semblent rassurés quand rien ne leur pose problème et qu'ils tiennent la situation en main. Ils vont toujours dans les mêmes clubs, les mêmes pubs, tous les soirs, écoutent les mêmes disques et ne se posent jamais de questions. Ce qui est justement notre propos dans nos concerts, nous remettons tout en question.

Depuis qu'on a commencé, on nous demande d'écrire des chansons d'amour. Mais on écrit que cela, notre amour de la vie. Les chansons du hit-parade n'ont rien à voir avec l'amour, elles ne parlent que de sexe et de convoitise.

Ce qu'on dit, c'est que dès la naissance on nous donne les idées de quelqu'un d'autre sur ce qu'est le monde, comment on doit tomber amoureux, se marier. C'est assez affreux, on nous donne tout un tas de règles qu'on est sensé suivre. On ne nous permet pas de chercher en nous-mêmes. Je ne sais pas si je me fais bien comprendre, mais toutes les chansons du Top-Ten, Mickael Jackson et autres ne parlent que de possession, jalousie, préjugés, sexisme... Ce n'est pas l'amour, c'est ce que n'est pas l'amour : les gens sont pris au piège.

Propos traduits par Annie-Claude Le Meur

DISCOGRAPHIE

- « The feeding of the 5 000 » (1978),
- « Reality asylum » (1979),
- « Stations of the Cross » (1979),
- « Bloody revolution » (1980),
- « Nagasaki nightmare » (1980),
- « The loving wife » (1981),
- « Penis envy » (1981, le titre « Bata motel » fut interdit en Grande-Bretagne),
- « Merry Crassmas » (1981),
- « Christ, the album » (1982),
- flexi anti-Falklands (juin 1982),
- « How does it feel ? » (août 1982),
- « Sheep farming in the Falklands » (1983),
- « Yes Sir, I will » (1983),
- « Who dunnit ? » (1983),
- « Act of love, Eve Libertine » (1985).



A PROPOS DE BONNOT ET DE L'ILLÉGALISME

D'UN ROMAN A L'AUTRE

AUJOURD'HUI un roman (un bon celui-là) : *En exil chez les hommes*, de Malcom Menzies, grâce à un travail minutieux de reconstruction du contexte social et idéologique des « bandits », nous offre enfin une peinture honnête de ce qu'ont pu être en tant qu'hommes les membres de la bande à Bonnot, dépouillés justement de ce côté « romanesque » qui les étouffait.

Un livre...

Le mérite de Menzies consiste surtout dans la tentative de comprendre de l'intérieur ces individus si discutés dans leurs contradictions criantes de militants libertaires en rupture de militantisme, s'efforçant de vivre en marge de la société autant par choix « idéologique » que pour « vivre leur vie ». Coûte que coûte, fusse aux dépens d'autrui... Mais si ce livre nous permet incontestablement de mieux comprendre les motivations « psychologiques » de Bonnot et compagnie, une histoire politique de la bande à Bonnot, qui dresse un bilan des faits et met en évidence sans parti pris les enjeux idéologiques pour le mouvement libertaire, reste encore à faire. Elle serait la bienvenue pour ôter tout un tas de lieux communs ou d'interprétations fantaisistes qui nuisent à l'anarchisme.

D'ailleurs, la grande presse ou l'intelligentsia bourgeoise ne peuvent pas carrément occulter l'apport ou la participation des anarchistes aux combats sociaux, elles privilégient toujours les aspects « marginaux » ou « folkloriques » de notre courant. Que de fois avons-nous eu à combattre les interprétations tendancieuses de tel ou tel monsieur distingué voulant faire passer pour des expressions de l'anarchisme « pur » telle ou telle manifestation qui en était justement sa négation.

L'intérêt que les gestes de la bande à Bonnot ont pu susciter dans un large public est à cet égard bien révélateur. Par ailleurs, la bourgeoisie ne s'est jamais privée d'entretenir l'amalgame entre ce genre de faits et les manifestations de l'ensemble du mouvement anarchiste.

Cependant, il ne serait probablement pas nécessaire de revenir là-dessus si cette confusion n'avait pas trouvé trop souvent un écho complaisant jusque dans nos rangs.

... L'histoire

Fabrizi, de son temps, eut justement à indiquer dans la fâcheuse tendance de certains camarades à prendre à leur compte « tout ou une partie de ce que la bourgeoisie avait inventé pour nous combattre », la manifestation principale de ce qu'il appela « les influences bourgeoises dans l'anarchisme ». Comment d'ailleurs ne pas penser à cela quand on a à s'occuper de l'illégalisme anarchiste. Ici, le discours de Fabrizio s'applique à la perfection.

Dans leur effort répressif contre les internationalistes, les gouvernements d'Europe n'avaient pas hésité à pratiquer l'amalgame entre les délits d'opinion et les délits de droit commun.

Les anarchistes surtout furent qualifiés à l'origine de « malfaiteurs » et poursuivis en tant que tels. Or, au lieu de repousser cet épithète, certains camarades le reprirent à leur compte et s'en firent les apologistes. Dans leur propagande iconoclaste, ils exaltaient facilement le paria, le laissé pour compte, le hors-la-loi, entretenant une certaine confusion sur les potentialités révolutionnaires des « irréguliers » de la société et entérinant ainsi les propos diffamatoires que le pouvoir tenait sur eux.

Très tôt, surtout en France, se manifestèrent des sympathies envers les délinquants de droit commun. Un refus absolu de la propriété individuelle et sa dénonciation sous toutes ses formes firent le reste.

Parmi les « préjugés », auxquels les anarchistes devaient s'attaquer, celui « irraisonné et inconscient » de la propriété était tout particulièrement combattu au nom du communisme, et toute action visant sa remise en cause se trouva préconisée.

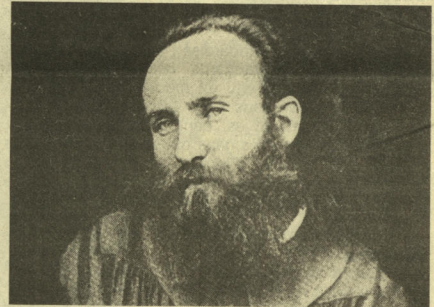
L'« illégalité » chez certains camarades finit ainsi par être interprété comme une sorte d'arme d'attaque contre l'ordre capitaliste et bourgeois. A ces discours spécieux s'en virent ajoutés par la suite d'autres à caractère plus ouvertement antisocial, qui voient dans le vol moins un « moyen de propagande » qu'une possibilité de s'affranchir des contraintes de la société et... tant pis pour les autres !

A cause d'une forme particulière de snobisme pour les uns, bien souvent par une réelle méconnaissance de la nature sociale de l'anarchisme pour d'autres, des individus se revendiquant des idées libertaires aboutirent ni plus ni moins à justifier des formes d'exploitation (comme l'estampage ou le vol), c'est-à-dire à se faire les défenseurs des fondements mêmes de la société bourgeoise que l'on voulait abattre. Si des malfaiteurs tout court purent par ce biais couvrir leurs gestes du manteau de l'anarchisme, d'autres camarades, sincères ceux-là, comme Pini, Duval ou Jacob, se laisseront prendre au piège de ces sophismes, gaspillant ainsi leur courage et leur force militante remarquable (comme le fit d'ailleurs remarquer Malatesta à propos de Pini), pour un bénéfice nul, quand cela n'a pas été nocif pour la propagande.

Quel meilleur « cadeau » pouvait-on offrir à la police et à la magistrature que celui des « bandits anarchistes » ? N'oublions pas en effet que de tout temps l'Etat a cherché et cherche à criminaliser, à faire passer comme des délits de droit commun toute forme de propagande à caractère révolutionnaire. Pour s'en convaincre, nous n'avons qu'à nous référer aux lois scélérates de 93-94, non encore abrogées, interdisant la propagande anarchiste, et qui assimilent toute organisation libertaire à une association de malfaiteurs.

La lutte révolutionnaire pour un monde de justice et de liberté n'a pas besoin, pour s'affirmer, de prendre les formes sinon les contenus de la société que nous voulons combattre.

M.G.
(Groupe Paris-15*)



COMMENT NAISSENT DES ILLÉGAUX ?

A la mort de Libertad, le mouvement des Causeries populaires et les militants réunis autour du journal individualiste *L'Anarchie* sont plus divisés que jamais. Les querelles qui avaient préludé à la mort du fondateur du mouvement vont se poursuivre de plus belle. La direction du journal va passer de main en main sans qu'aucun de ses successeurs soit en mesure de poursuivre l'important travail de propagande mené jusque là. Au lieu de progresser, ce mouvement s'enlise dans des débats bizantins, des particularismes paralysants qui opposent les membres des Causeries populaires les uns aux autres. Les militants les plus en vue de *L'Anarchie*, qu'il s'agisse de Lorlot, d'Armand ou bien de Kibaltchiche (futur Victor Serge), se montrent bien incapables de donner un deuxième souffle à ce mouvement, au-delà même des divergences doctrinaires qui les opposent sur des points de « théorie » individualiste.

De la vie en marge de la société...

L'originalité du courant animé par Libertad (1) avait été de concevoir l'anarchisme non seulement comme une théorie qui se réaliserait dans un futur plus ou moins proche, mais comme « une vie ». Pour être anarchiste, avait dit Libertad, il ne suffisait pas de donner son adhésion de principe à un ensemble de théories

sociales concernant un monde futur, mais il fallait vivre en conformité avec ses idées, s'en rapprocher autant que possible dans la pratique, dans les gestes quotidiens, malgré la société et contre la société.

Par là, Libertad exaltait la nécessaire révolte de l'individu contre les conditions sociales existantes : vivre tout de suite sans aucune restriction ou amoindrissement. « Vivre sa vie », « s'évader des contraintes du milieu », « vivre en anarchistes », tel avait été l'enseignement retenu à la mort de Libertad. Oui, mais comment ?

Comment s'évader, comment s'affranchir ? Libertad, quant à lui, avait su apporter une réponse globale en réalisant dans sa pratique militante une synthèse dynamique entre les exigences de la révolte individuelle et celle de la collectivité.

Vivre contre la société certes, mais pas qu'« en dehors », ni en écrasant les autres. Libertad restait un « révolutionnaire » qui exigeait un effort total, radical et constant, contre les conditions de vie de son époque, afin de les détruire. A sa mort, cet équilibre dynamique fut rompu, entraînant des conséquences extrêmement importantes.

Or, ses « disciples » ne saisirent pas toujours le caractère subversif de cette propagande. Ils eurent tendance à ne retenir de son enseignement que l'exaltation de la volonté de vivre, mais en se

plaçant toujours d'un point de vue strictement individuel, sans qu'aucune perspective d'émancipation collective ne s'en dégage.

... à la marginalité

L'émancipation n'est envisagée qu'individuellement. Elle devient une question de « tempérament » pour l'individu cherchant à se soustraire autant que possible aux contraintes sociales et, avant tout, de celle du travail salarié par toute une série d'expédients plus ou moins légaux. Dans un contexte où toute une perspective de changements réels ne pouvait intervenir, la pratique de l'illégalisme apparut alors à beaucoup de camarades comme le moyen pour réaliser cet affranchissement. Tant pis s'il devait se faire aux dépens ou contre l'affranchissement d'autrui. « Vivre sa vie » devint « vivre d'abord », et coûte que coûte.

« Moi, anarchiste, pouvait-on lire dans *L'Anarchie*, qui cherche à pouvoir vivre dès maintenant la vie anarchiste, je m'efforce de tirer mon épingle du jeu et peu m'importe que d'autres personnes, seraient-elles des bourgeois parasites ou d'honnêtes ouvriers, souffrent des conséquences de mes actes. »

Dans ce retour en flammes de l'illégalisme, les différents « théoriciens » de *L'Anarchie* eurent sans doute une part de responsabilité très importante, que l'on n'a pas suffisamment souligné

jusqu'ici, et notamment Armand. Partisan d'une conception a-sociale de l'individualisme, pour lui tout individu « conscient » ne pouvait être qu'un réfractaire au « milieu », même « au point de vue économique ». Il se fit le défenseur de ceux qui, pour vivre pleinement leur vie « refusaient de concourir à l'existence de la société capitaliste et subsistent en marge des moyens dits légaux ».

Bien plus, en envisageant l'action de l'individu en dehors de toute morale, considérant que, l'individu n'avait de compte à rendre à personne, il venait apporter une caution « théorique » aux pratiques de l'illégalisme. Soulignons aussi qu'Armand ne fut certes pas le seul à tenir ce genre de propos ; des personnes comme Levieux en firent tant et plus, sans omettre Lorlot et Kibaltchiche qui avec des « nuances » diverses n'en étaient pas moins tous d'accord pour reconnaître la validité de la lutte « sociale » opposant légalistes et illégalistes.

Cette propagande éfrénée en faveur des gestes illégaux ne tarda d'ailleurs pas à porter ses fruits. Autour de *L'Anarchie* se constitua un milieu d'individus pratiquant l'illégalisme à une échelle plus ou moins grande, pouvant aller du « traditionnel » vol à l'étalage (revenu à la mode grâce au développement des

supermarchés) jusqu'à la fabrication de la fausse monnaie.

Contrairement au passé, il s'agissait là avant tout d'expédients individuels. En effet, le retour en vogue des pratiques illégalistes s'accompagne d'une profonde évolution par rapport aux actes de reprises accomplis par Duval ou Pini, par exemple.

Ce qu'il y a de nouveau et d'original est la motivation ouvertement individualiste qui anime les gestes de cette nouvelle génération. Ils volent pour eux-mêmes et non pas pour la « cause ».

L'illégalisme n'est plus envisagé comme une arme d'attaque, une machine de guerre contre la société, ni encore moins un moyen de subvenir aux besoins de la propagande, mais bel et bien un moyen

pour ne pas se plier à « l'esclavage salarial ».

« Les bandits tragiques »

A ceux qui commençaient à douter parmi les membres des Causeries populaires de la justesse de telles pratiques, Armand ne trouvait rien de mieux que de réaffirmer : « Je demeure avec vous ô réfractaires économiques. »

Et comme pour répondre aux exhortations d'Armand, le 21 décembre 1911, des individus attaquaient le garçon de recettes Caby, rue Ordener, et lui dérobaient des titres pour une valeur de 300 000 francs. Puis ils s'enfuirent en automobile. Ainsi, commencèrent les « exploits » de ceux que la grande presse appela les « bandits tragiques ».

Quant à Kibaltchiche, il écrivit à ce propos : « En plein jour, on fusille un misérable garçon de banque, cela prouve

que des hommes ont enfin compris les vertus de l'audace (...). Le bandit est viril ! »

Dans ces conditions, l'ensemble du mouvement anarchiste, mis à part ceux des Causeries, ne pouvait qu'être unanime pour réprover de tels gestes ainsi que leurs auteurs. Le fait d'avoir tué avec cynisme et préméditation pour leurs intérêts « personnels » condamne, hier comme aujourd'hui, les « bandits tragiques » aux yeux des militants libertaires conséquents. Depuis, on s'est beaucoup interrogé sur l'attachement réel des « bandits » aux idées anarchistes. Or, si pour Bonnot, il semble bien qu'elles ne voulaient plus rien dire, on ne peut pas en dire autant des autres chez qui l'appartenance au milieu libertaire n'est pas à mettre en doute.

Leur tort, en définitive, avait été de prendre au pied de la lettre les théories illégalistes professées par le milieu des

Causeries populaires. Les gestes des « bandits » nous paraissent à cet égard constituer un aboutissement logique de la propagande menée en ce sens dans *L'Anarchie* après la mort de Libertad. Ils incarnèrent les contradictions auxquelles s'était trouvé confronté le mouvement individualiste. Incapables d'offrir à des jeunes révoltés une perspective d'action à long terme, ils s'étaient tournés vers l'illégalisme.

Refusant de vivre soumis et d'accepter les règles du jeu social, leur révolte individuelle devenait une fin en soi jusqu'au défi final qu'ils jetèrent à la société tout entière. Ainsi, leur châtement accepté avec résignation, victimes autant que bourreaux de leurs idées, ils avaient voulu se battre contre la société en tant que telle et ils avaient été battus.

Gaetano

(1) Voir M.L. n° 508, « Articles sur Libertad », ainsi que « Libertad, articles choisis », édité par le groupe Libertad de la F.A. (en vente à la librairie du Monde libertaire, 15 F.)

AUTOUR D'UN FAIT DIVERS

A cette occasion, on a pu lire dans la presse que le procès de la bande à Bonnot était le procès de l'anarchisme tout entier. Bien entendu, la bourgeoisie établit l'amalgame pour jeter la suspicion ou ternir l'ensemble des manifestations de l'anarchisme, comme elle le fera par la suite avec le souvenir des « bandits » de rêve et celui des « dynamiteurs » de la période de la propagande par le fait.

Mais, si le mouvement en tant que tel n'était pas en cause, les conséquences que les gestes de Bonnot produisirent ne méritent pas moins de retenir notre attention à plusieurs points de vue.

En tout premier lieu, les événements vont sonner le glas, non pas certes de l'anarchisme, mais bien plutôt du courant inauguré une dizaine d'années plus tôt par Libertad.

Avec la bande à Bonnot, une période de répression très forte s'abat sur le mouvement qui s'en trouve complètement désarticulé. Cette répression est comparable seulement à celle qui avait suivi la période des attentats. La police en profita pour régler leur compte à bon nombre de compagnons qui, les uns après les autres, tombent dans les filets policiers. Cette répression crée un climat de suspicion généralisé dont la police tire grandement profit. C'est la période dite de la « mouchardite ».

Un véritable phénomène de débandade générale et de délation avait accompagné les premières mesures de répression. On peut dire qu'on assiste pendant cette période à la « décomposition » du milieu des Causeries populaires. Elle sera suivie d'un abandon hâtif de l'illégalisme de la part de ces « théoriciens », « à la lumière des expériences vécues ». Au point que chez Armand et Le Rétif on peut parler d'une véritable volte-face.

L'abandon de l'illégalisme

Dès son arrestation, Le Rétif avait tenu soudainement à se désolidariser des actes des bandits, considérés comme « nocifs » non seulement pour la propagande des idées, mais

aussi pour la survie de l'individualisme.

De son côté, Armand chercha à minimiser sa responsabilité dans la diffusion des idées illégalistes, d'une manière peu convaincante. Malgré les précautions de style, il s'agit bien là d'un véritable « lâchage ». Ces reculs et ces hésitations font ressortir nettement les limites du mouvement et la façon dont bien peu d'« affranchis » étaient disposés à mener réellement jusqu'au bout la lutte ouverte contre la société. Mais, surtout, on se rend compte jusqu'à quel point l'exaltation de l'illégalisme avait été faite à la légère par des « théoriciens » irresponsables.

Armand avouera de lui-même : « A la vérité... l'illégal aura toujours été davantage une abstraction qu'une réalité, et l'en dehors et l'à-côté, et l'irrégulier que j'ai exaltés — et défendus —, cet en-marge-là vivait dans mon imagination. » Et il doit reconnaître : « La fin de Garnier et de Vallet m'a donné à réfléchir. J'ai beaucoup médité sur cette fin et aux circonstances qui l'avaient entourée. A vrai dire, je n'avais pas imaginé que l'illégalisme dut aboutir là. »

Il s'agit là d'un vœu d'une naïveté extrême. Armand, en écrivant cela, était peut-être sincère, mais le poids moral de sa responsabilité demeure entier. Sans s'en rendre compte, les Armand, les Levieux ou les Le Rétif avaient, au nom d'un souci d'émancipation purement matériel, fini par créer un modèle idéal de hors-la-loi qui n'avaient aucune correspondance avec la réalité.

Au cours de cette crise, on peut dire que ceux qui furent les principaux « théoriciens » de l'illégalisme et de la vie intense se montrèrent globalement incapables de faire face aux événements.

Assumant des positions pratiques très différentes de celles préconisées dans leurs écrits, ils se montraient inférieurs aux bandits, y compris Kibaltchiche, qui trouvait « injuste » d'avoir été le seul parmi tant d'apologistes de l'illégalisme à purger cinq ans de prison pour délit de presse.

Mais, surtout, cette fin tragique avait montré la difficulté réelle à vouloir « vivre sa vie »

et les impasses dans lesquelles une propagande de ce type menait inévitablement.

La fin d'une époque

Divisé et hésitant sur la conduite à tenir, l'ensemble du courant individualiste sortira de cette crise profondément affecté.

Avec la bande à Bonnot, c'est toute une période de l'histoire de l'individualisme anarchiste qui s'achève. Les théories illégalistes subirent un coup dont elles ne se relèveront jamais.

L'épilogue tragique des bandits avait montré les difficultés, sinon l'impossibilité, de s'affranchir réellement, de « vivre sa vie » sans révolution sociale. Les individualistes avaient découvert, peut-être un peu tardive-

ment, que l'illégalisme, selon le mot de Mauricius, ne libérait pas son homme, mais le conduisait en Cour d'assises.

Mais, surtout, les gestes des bandits permirent à nouveau de reposer le problème de l'existence d'un courant individualiste au sein de l'anarchisme. Appuyant en France, au cours des années 90-94, à la faveur des débats sur la propagande par le fait et l'action individuelle, l'individualisme s'était progressivement affirmé comme courant distinct au sein de l'anarchisme et sur de nombreux points carrément « en opposition » à celles qui étaient des options « socialistes » de la majorité du mouvement.

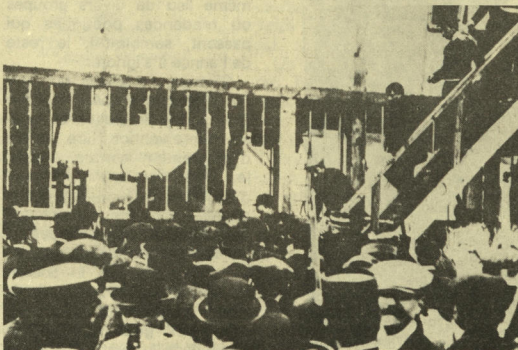
Profondément antisindicalistes, les individualistes en France ne se reconnurent pas dans les con-

sidérations qui poussèrent nombre de camarades à se mêler au mouvement ouvrier, contre lequel ils polémiquaient âprement. Le prolétariat, les travailleurs étaient pour eux des « avachis », complices passifs de leur propre sort d'exploités.

Cependant, ce mouvement ne prit jamais dans l'hexagone les aspects ouvertement « élitistes » des partisans du culte du Moi, sanges de Zarathoustra, comme cela fut le cas en Italie par exemple. Il garda toujours un aspect « positif », « rationnel ».

L'apport de Libertad, mais aussi de Paraf-Javal, de Lorulot, de Han Ryner fut décisif pour maintenir l'ensemble des conceptions individualistes au sein de la famille libertaire.

L'illégalisme des bandits constituait moins le point de départ



de l'aboutissement (comme on l'a vu) d'un processus de dégénérescence au sein du mouvement des Causeries populaires et de *L'Anarchie*.

Cependant, les composantes organisationnelles de l'anarchisme eurent beau jeu, à l'époque, de montrer que c'était bien dans les conceptions « a-sociales » des individualistes de ce journal qu'il fallait rechercher les erreurs ayant conduit à la rue Ordener.

Le journal *Les Temps nouveaux* de Jean Grave, à l'issue du procès intenté aux survivants des bandits titrait : « La fin d'une époque ».

Individualisme et anarchisme

Quelques mois après, le congrès de Paris, en août 1913

(premier congrès anarchiste national en France), fut l'occasion pour les participants de rejeter non pas tel ou tel aspect de l'individualisme, mais bien « l'individualisme en tant que tel », et cela, soulignons-le, au moment même où les compagnons se dotaient de leur première structure organisationnelle avec la naissance de la Fédération communiste anarchiste révolutionnaire. La motion du congrès affirmait, en effet, « répudier l'individualisme ».

« Le congrès a nettement séparé le mouvement communiste révolutionnaire anarchiste des théories erronées et des pratiques décevantes de l'individualisme. Jamais il ne put y avoir, il n'y eut la moindre solidarité entre le communisme révolutionnaire anarchiste et l'individualisme. Toujours profonds, inéductibles, furent les antagonismes qui les opposent. »

Et rappelant la bande à Bonnot : « mais des actes récents et sensationnels bien à tort qualifiés d'anarchistes, ont fatalement déterminé une confusion que ce congrès a eu à cœur de dissiper. C'est fait. Désormais, nul ne pourra, sans se rendre coupable d'une insigne mauvaise foi, entretenir cette détestable équivoque, nul ne pourra, sans faire preuve d'une déplorable ignorance, confondre les deux doctrines, nul ne pourra, à moins qu'il ne soit ignare ou malhonnête, nier l'abîme infranchissable qui les sépare. »

Or, malgré le contenu très tranché de cette motion, sa portée réelle ne pouvait cependant être que toute relative puisqu'elle ne pouvait pas être appliquée à tous les aspects de la pensée individualiste et encore moins à certains militants estimés par tous, ne fusse qu'Han Ryner, à mille lieues éloigné de l'amoralisme de Bonnot et ses émules.

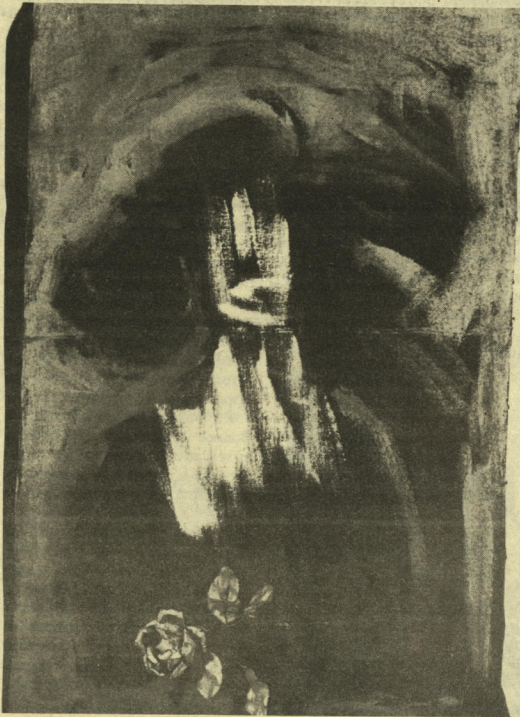
En définitive, si le « problème » de l'individualisme continuera à se poser encore pour le mouvement anarchiste, ce qui rendait les gestes des bandits inacceptables, il ne fut pas moins définitivement rejeté par la réaffirmation du caractère moral, inaliénable d'entraide et de solidarité propre à tous les aspects de l'anarchisme.

Gaetano

BEDARRIDE PEINTRE ANARCHISTE

VOILÀ, il est évident pour ceux qui savent comme les choses se passent que Bedarride va rapidement être considéré à juste titre comme un des peintres les plus importants de ce demi-siècle. Il est même certain, que, à un moment où tout le monde s'accorde pour dire que dans les cinq ans qui viennent, l'esprit même de la création sera bouleversé, que nous artistes cherchons désespérément la solution pour chambouler les choses de l'art, Bedarride se présente comme une évidence, comme le point d'appui sur lequel on va pouvoir poser le levier qui va nous permettre de soulever le monde.

UN jour il s'est arrêté de peindre et il n'a plus parlé à personne pendant plusieurs années, mais il laissait derrière lui une œuvre qui, à une époque où l'intellectualisation de l'art sombre dans un terrorisme académique qui se prétend d'avant-garde, indique la seule voie possible d'une régénération ; il la produisit par la seule force de sa réflexion, replié en un splendide isolement symbole même de ce refus qui domine toute sa création picturale.



Ce refus, cette révolte, où la touche virulente jusqu'à l'extrême limite de l'agressivité, la justesse du pinceau aux qualités rares, jouant avec la richesse du matériau : explosion retenue de matière et de couleur, peignant sur n'importe quoi qu'il trouve n'importe où rejetant la convention de la toile peinte. Collant des photos de magazines, intégrant des objets futiles dans sa peinture par dérision féroce, il se retrouve aux frontières d'un art conceptuel sans pour cela avoir besoin de théorisations fumeuses pour se valoriser aux yeux des cénacles qui font la mode ; il s'en sert pour dénoncer tout ce qui touche de près ou de loin à une institution : les curés, les militaires, la police, le mariage, la communion et les cons et les autres. Dans ses mains l'objet anodin le déchet, devient arme

redoutable, un bénitier sur le pif d'un bigot, une serviette hygiénique souillée comme pensement d'un militaire les font sombrer corps et biens dans les profondeurs du ridicule agressif.

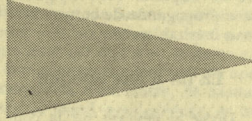
Peintre d'une rare clairvoyance il savait la peinture un art de coup de poing devant frapper l'adversaire le plus fort possible au premier coup, mais sa générosité de méridional ramenait cet humour cinglant à la lisière de la galéjade.

Cette apparente simplicité, économie de moyen d'une pein-

Je ne dis pas que nous allons platement l'imiter, nous sommes d'une autre génération, non, je dis simplement qu'il nous montre la porte qu'il faut franchir pour aller de l'autre côté.

Bedarride a toujours dit et écrit qu'il était anarchiste, comme nombre de ceux qui ont fait l'histoire de l'art moderne : Pissaro, Signac, Dubuffet entre autres... mais qui s'en souvient ? Vous les avez enterrés sous vos discours lénilifiants, et si vous n'avez pu récupérer Courbet trop marqué (ami de Proudhon, membre de la Commune, castrateur du phallus napoléonien de la place Vendôme) (1), vous le

tile, violente jusqu'à l'exacerbation extrême de sa révolte, profondément humaine sans renier une intelligence et une réflexion jusqu'aux frontières du conceptuel, l'œuvre de Bedarride, réaffirme de façon extrême que l'essentiel se crée avec les tripes.



Servin



DE LA POÉSIE, PAS DU SOMNIFÈRE

PAS très loin de Saint-Tropez se déroulera cet été, du 6 au 12 juillet, le second festival international de poésie de Cogolin (1). A moins de 10 kilomètres de cette cote qui fleurit bon l'huile solaire et la chipolata frite, vous pourrez assister à la réunion en un même lieu de divers groupes ou tendances poétiques qui passent, semble-t-il, le reste de l'année à s'ignorer.

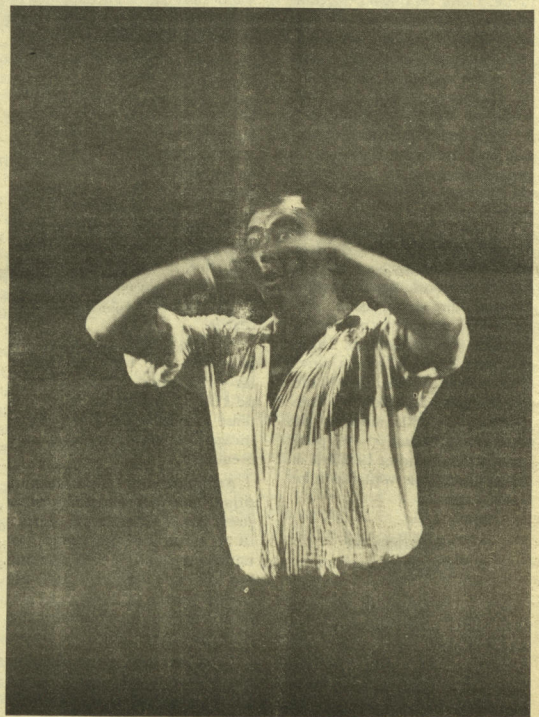
C'est en ce village du pays des Maures que poésie blanche (lire poésie littéraire) et poésie d'intervention (lire poésie d'intervention sonore, visuel...) se cotoient au risque d'engendrer quelque enfant illégitime de type neutre trouvant dans l'une ou l'autre de ces familles assez de raison pour ne pas désespérer de la poésie. Et pourtant, il en faut de la verve, de l'invention, pour supprimer ce goût désagréable laissé dans le ventre par quelques années passées à apprendre en élève distraît des textes sans intérêt (2).

Bien loin du récit pépère d'au coin du feu, du texte branlette qu'on se lit en se prenant pour Rimbaud, de quelques lignes guimauve tout juste bonnes à être couchées dans Harlequin, ce festival veut donner un sens au mot poésie. Cela ne revient pas à se cantonner sur ce vieux support qu'est le papier ; sans le renier, trop de poètes animent des revues ; il s'agit d'investir des supports plus contemporains, ainsi cela n'étonnera guère que le profane de voir derrière les poètes des photographes, des vidéastes, des graphistes, des musiciens bien plus inspirés par le free-jazz que par la romance.

Perdue dans l'uniformité, la poésie avait fini par se con-

tenter de ronronner, de ne paraître au public que très rarement et surtout très confidentiellement ; elle s'offre maintenant un festival au milieu d'autres grands comme Avignon ou Arles. Alors, après avoir fait toutes les caves d'Avignon pour le festival off, après avoir marché des heures durant dans Arles avec pour espoir de trouver les inédits de Lartigue, peut-être descendrez-vous vers Cogolin ?

Jean-Luc
gr. Hooligans



(1) Cette année, les poètes viendront de Corse, d'Autriche, du Maroc, de Grèce, du Brésil, de France... Il y aura des tables rondes autour de sujets tels que « Fabrication de revues à petit budget, par polaroid, photocopie, ronéo... ». On pourra voir une exposition consacrée à la poésie viennoise.

(2) Parmi les revues qui participent ou ont participé à ce festival, on peut trouver à la librairie du Monde libertaire : « Doc(h)s » de Julien Blaine, « Revue parade international » de Al Paul.

De nombreuses lectures faites à Cogolin seront retransmises sur Radio-Libertaire (Paris, 89.4 MHz) à partir du mois d'août dans le cadre de « Grand Angle », le dimanche de 18 h à 20 h.

CET nous nomb pour sujet Cependant donment un mique, mo rait être un Or c'est ce pose André livre Chang Mieux qu à compris mental sur tes les struc libertaire c Il ne néglig autres aspec il se rend o mie de la d rit est l'o surmonter r ses structur dans l'espritu vent modifi les hommes eux.

Une socié économie qu ses qui exer se mainteni ment aux

A cor pe Lou contre sant le po France. Un l'enjeu que té du gouver tronat d'im tion du po masse par r tion antérie en niveau. lée des exp

VOIC com de la parutio ro restera jusqu'au tre parutio Mais en nous, cor aux événe marque le Le Monde tons lui to voir les fr dience.

Notre a mois de j aux heure di, sans ir pendant u di, de 13 e nous e tion néces

Comme livres, B.D quatre de que vous agréablement rupture de tre soutie à toute per en timbre

« CHANGER DE SYSTÈME »

DE ANDRÉ VIRASOLY

ACETTE même place nous rendons compte de nombreux ouvrages ayant pour sujet la pensée libertaire. Cependant peu d'entre eux nous donnent un aspect global, économique, moral de ce que pourrait être une société anarchiste. Or c'est ce but que nous propose André Virasoly dans son livre *Changer de système*.

Mieux que personne, l'auteur a compris que l'élément fondamental sur lequel s'élabore toutes les structures d'une société libertaire c'est son économie. Il ne néglige pas, bien sûr, les autres aspects du problème mais il se rend compte que l'économie de la différence et de l'autorité est l'obstacle essentiel à surmonter non seulement dans ses structures mais également dans l'esprit des citoyens si on veut modifier les rapports que les hommes entretiennent entre eux.

Une société c'est d'abord une économie qui constitue des classes qui exercent l'autorité pour se maintenir, ce qui sert de ciment aux éléments divers qui

la composent. Les rapports économiques imposent des rapports de force et en face d'eux les « bons » sentiments restent ambigus lorsqu'on les propose pour débarbouiller une société capitaliste.

Qu'on ne croit pas que cet ouvrage qui prétend globaliser les éléments d'une société libertaire soit ardu. Au contraire, la phrase du livre est courte, le vocabulaire simple, la réflexion claire et l'ouvrage se lit sur une jambe. Je sais bien que les forts en thèmes ne rafferont pas de cet ouvrage, qui semble couler de source, car pour eux les délices de l'esprit se nourrissent des contorsions de la phrase, ce qui permet une gymnastique intellectuelle qui les ravit ! Pourtant ce petit livre sera précieux car il est une approche de cette économie qui apparaît parfois rébarbative aux lecteurs non spécialistes de ces problèmes.

Est-ce à dire que ce texte d'initiation à une économie égalitaire soit parfait ? Certainement pas ! Il possède les mé-

mes défauts que mon ouvrage *L'Anarchie et la société moderne*. A vouloir trop étreindre, forcément il fait référence aux caractères propres à notre économie et les matériaux dont il se sert seront rapidement dépassés par l'évolution de plus en plus rapide de l'économie et du social qui lui est étroitement lié !

Pourtant les ouvrages de ce genre sont non seulement utiles, mais indispensables car ils permettent à de nouvelles générations, après avoir fait un tri, de repartir en s'appuyant sur ce qui reste d'indépassable. Ce fut d'ailleurs le lot de tous les travaux de ce genre, fussent-ils écrits par les plus illustres de nos théoriciens. Pour ma part, j'ai lu ce livre (1) avec intérêt et je le recommande à tous ceux pour qui la clarté et la simplicité ne sont pas synonyme de médiocrité.

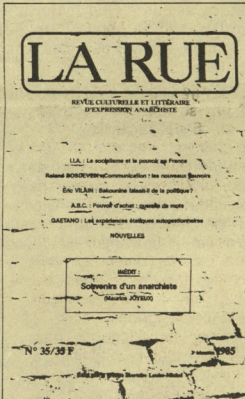
Maurice Joyeux

(1) André Virasoly, « Changer de système », éd. Les Lettres libres. En vente à la librairie du Monde libertaire, 69 F.

« LA RUE » N° 35

LA contribution du groupe Louise-Michel à la rencontre de Venise, analysant le pouvoir socialiste en France. Un article d'A.B.C. sur l'enjeu que représente la volonté du gouvernement et du patronat d'imposer une conception du pouvoir d'achat en masse par rapport à la conception antérieure qui l'analysait en niveau. Une analyse détaillée des expériences autogestion-

naires étatiques en Yougoslavie, Algérie, etc., par Gaetano Manfredonia. Un voyage passionnant avec Roland Boisdeveix au royaume de la communication, de son pourquoi, de son comment. Une magistrale étude d'Eric Vilain sur Bakounine et la manière dont il a été perçu et mutilé par Marx et ses adeptes. Un extrait du livre de Maurice Joyeux *Souvenirs d'un anarchiste* qui va



paraître prochainement aux éditions du Monde libertaire. Une nouvelle « pétaradante » de Jean Aubel ; une autre, grinçante d'humour de R.M.Q.S. ; un conte pétillant de Rolan Brejon... Ce n° 35 de *La Rue*, la revue du groupe libertaire Louise-Michel de la Fédération anarchiste est incontestablement taillé du même bois que ceux qui l'ont précédé.

Lourd de sérieux, de volonté d'aller au bout des choses, rigoureux à souhait donc ; mais également agréable à lire, mêlant harmonieusement les analyses politiques et sociales et les textes littéraires. Et toujours ce « gnac », ce désir féroce et joyeux de mettre à nu les tripes de l'intolérable et de les étaler, pantelantes, au soleil purificateur de l'espoir.

Un numéro à lire donc ! Et à relire ! Pour s'y approvisionner dans la lutte contre le vieux monde ! Pour se réchauffer le cœur un soir de spleen ! (1).

Jean-Marc Raynaud

(1) En vente à la librairie du Monde libertaire, 35 F. Abonnement pour quatre numéros : 120 F, chèques à libeller à l'ordre de François Garcia et à adresser à : 18, Grande Rue, Vert, 78930 Guerville.

CHERS AUDITEURS

TOURNER un bouton, c'est simple et c'est bien agréable quand il s'agit de retrouver Radio-Libertaire, la « Voix sans maître ». Depuis bientôt quatre ans, nous luttons tous ensemble, auditeurs et animateurs, pour que Radio-Libertaire non seulement continue à émettre, mais aussi améliore toujours la qualité de ses émissions et s'autofinance.

C'est nous tous qui avons installé Radio-Libertaire sur 89.4 MHz, c'est nous tous qui ferons qu'elle continuera à être ce qu'elle est : une radio libre et, bien sûr, sans publicité. Pour cela, deux mots-clés : lutte et argent. Les finances de Radio-Libertaire, c'est vous.

La carte d'auditeur est toujours à votre disposition (100 F, valable 1 an, réduction sur des spectacles), mais aussi les bons de soutien (200 F, 500 F ou 1 000 F), les badges (6 F), les cassettes des émissions réalisées avec Henri Laborit (5 cassettes de 90 mn, 60 F l'une ou 50 F avec la carte d'auditeur, 250 F les 5), la souscription permanente... Autre moyen bien pratique : le prélèvement automatique.

Dès la rentrée, de nouveaux supports vous seront proposés. Mais n'anticipons pas... En attendant, bonnes vacances à tous, toujours à l'écoute de votre station, Radio-Libertaire. A bientôt.

Bien amicalement
Nicole
secrétariat R.-L.

« REQUIEM POUR LA VIE »

DE LÉON SCHWARTZENBERG

LE spectre de la mort, qui met sur le même plan d'égalité les intellectuels avec leurs grandes théories, leur prétendue connaissance de la mort fondée sur une imagination délirante et les gens courants qui n'ont pas eu forcément le temps d'y penser. Ce spectre qui, curieusement, effraie moins les derniers que les premiers... Des humains, atteints d'un mal incurable, le cancer, vont devoir réagir à cette injustice, à cette fatalité.

Un docteur, à l'écoute de ces humains, à l'écoute des gens qui souffrent quelque part dans leur tête ou dans leur corps. Un docteur qui considère ses malades moins comme machine déréglée que comme individus dignes de respect, qui utilise un langage simple mais non simpliste parce que du haut de sa blouse blanche il ne s'adresse pas à des êtres infantiles, inférieurs, mais à des égaux.

Mais à des égaux. Une conception des rapports humains aujourd'hui révolutionnaire et pourtant tellement naturelle : car ce docteur en disant la vérité au patient sur sa maladie lui attribue en même temps la capacité de prendre en charge son état, de regarder son avenir lucidement, d'être maître de sa vie et de sa mort, et cela à contre-courant d'une société qui nous déresponsabilise ; de politiciens paternalistes qui nous flattent, nous promettent tous la fin du chômage, de la crise économique, le bonheur assuré, sucettes tellement alléchantes et pourtant empoisonnées, remèdes miracles qu'ils voudraient qu'on avale sans réfléchir.

Un miroir qui nous reflète dans notre existence entière, réduits à l'état de récepteur, d'entonnoir, comparativement à un homme parlant de digni-

té, de noblesse, comparativement à des malades qui découvrent ce que signifie assumer une vie, la prendre sur ses épaules et l'endosser même si elle est lourde à porter, qui préfèrent même l'écourter mais qu'au moins ils en soient les tailleurs. C'est si facile et si frustrant à la fois de la laisser tailler par d'autres...

Un lien fraternel entre des gens qui luttent contre ce fléau et un médecin qui poursuit le même combat à leurs côtés tel le docteur Rioux du roman d'Albert Camus, affrontant la peste sans espoir mais pas désespéré puisqu'il le fait pour et avec ses malades, ses compagnons de la vie. Un langage poétique ; poésie des gens qui ont allié simplicité à grandeur, qui ont su en partant d'une vie ordinaire se dépasser, atteindre le sublime dans la façon d'aborder leur maladie et la mort. Poésie d'un homme qui écrit avec sa sensibilité, avec son âme.

Requiem pour la vie, de Léon Schwartzenberg, c'est peut-être cela mais pas uniquement parce que ce requiem s'adresse avant tout à notre cœur et à notre esprit, et là il n'est pas besoin de la médiation d'un résumé, d'un commentaire pour en saisir la portée, il faut simplement avoir le cœur et l'esprit ouverts.

Anne

COMMUNIQUÉ

RADIO-LIBERTAIRE apprend la saisie ce matin, 4 juillet, de Radio-Mouvance à Paris et s'élève contre cette nouvelle violation du droit élémentaire à la liberté d'expression, et, en dépit de désaccords quasi permanents avec ladite station, Radio-Libertaire réitère cette position de principe.

Le secrétariat de R.-L.

AMIS LECTEURS

VOICI le numéro « spécial été » du *Monde libertaire* qui comporte seize pages et est vendu en kiosques au prix de 10 F. Ce numéro marque l'interruption habituelle de la parution de notre journal pendant les vacances. Ce numéro restera en vente pendant les mois de juillet et août, et ce jusqu'au 12 septembre, date à laquelle nous reprendrons notre parution hebdomadaire.

Mais entre-temps, la période d'été ne peut se présenter, pour nous, comme une période de léthargie. Il faut nous préparer aux événements futurs et faire que la rentrée qui s'annonce marque le développement de l'idée émancipatrice anarchiste. *Le Monde libertaire* est un des reflets de notre action, apportons lui tous nos efforts pour qu'en retour nous puissions recevoir les fruits de ces semences, en gagnant une meilleure audience.

Notre activité ne s'en arrêtera pas pour autant. Pendant le mois de juillet, la librairie du Monde libertaire restera ouverte aux heures habituelles, de 10 h à 19 h 30, du lundi au samedi, sans interruption. En revanche, au mois d'août, mis à part pendant une semaine, la librairie sera ouverte du lundi au samedi, de 13 h à 19 h. Du 11 au 18 août, la librairie sera fermée et nous en profiterons pour effectuer des travaux de rénovation nécessaires à la tenue attrayante de notre local.

Comme vous avez pu le constater, le nouveau catalogue, livres, B.D. et disques disponibles à la librairie, est paru dans quatre des numéros précédents de notre journal. Ce catalogue vous permettra de passer vos commandes pour bronzer agréablement ; celles-ci seront satisfaites le jour même (sauf rupture de stock) pendant tout l'été. Ainsi vous apporterez votre soutien financier à nos œuvres. Ce catalogue sera envoyé à toute personne qui en fera la demande accompagnée de 3,20 F en timbres (pour le port).

Salutations anarchistes
Les administrateurs

UNE AGRESSION RACISTE ET POLICIÈRE ORDINAIRE LE COW-BOY DE GAGNY

JEUDI 20 juin, à la gare de Gagny-Le Chesnay (Seine-Saint-Denis), trois jeunes français jouent sur les voies de chemin de fer. Le chef de train en provenance de Chelles les poursuit sans succès. A ce moment, le train venant de Paris arrive, un homme en descend et reprend la poursuite, un revolver à la main. Distancé lui aussi, il abandonne. Il croise alors trois jeunes d'origine maghrébine et leur adresse des injures racistes.

L'agression

M. Bicheux, qui attendait sa femme, accoudé à la passerelle, a été témoin de tous ces faits. Croyant à un pistolet d'alarme, il dit aux Maghrébins de « laisser tomber » et demande à l'homme de ne pas « jouer au cow-boy ». Celui-ci sort alors une matraque et frappe M. Bicheux à la tête. Les trois Maghrébins viennent à sa ressource, ceinturent l'agresseur, lui prennent sa matraque et s'enfuient. L'homme sort alors son arme et tire.

Hamid et Halim sont blessés. Hamid a le pied transpercé, Halim la cuisse. Le S.A.M.U. et les cars de police arrivent. Le S.A.M.U. emmène... devinez qui ? l'homme dont on a appris, entre temps, qu'il était gardien de la paix. Benamar, jusque-là indemne, Halim et Hamid se retrouvent dans les cars de flics. Benamar se fait alors proprement tabasser. Tout ceci se passe vers 21 heures et l'hôpital de Montfermeil n'enregistre la première arrivée qu'à 22 h 40 (soit 1 h 40

pour effectuer 6 km !), alors que les deux blessés perdent leur sang. Benamar, le visage tuméfié, devra de plus passer des radios des côtes. Pendant leur transfert à l'hôpital, les policiers ont continué de les abreuver d'injures racistes et de menaces : « Nous, c'est pas dans le pied qu'on te l'aurait mise la balle, mais dans la tête ! » Tous les trois seront finalement placés en garde-à-vue à l'hôpital.

Silence ! On « bave »...

Des journalistes d'Antenne 2 enregistrent une interview de M. Bicheux samedi 29 juin au matin, celle-ci fera la une du journal de midi. A l'hôpital, lorsqu'ils veulent questionner les jeunes victimes, ils se font sortir par les policiers de garde. Quant au commissaire de Gagny, il refuse de répondre arguant que cette affaire n'est pas de son domaine (il n'y a pourtant qu'un seul commissariat à Gagny !).

Déjà la loi du silence s'installe. M. Bicheux est interpellé, après son interview, par l'I.G.S. (police des polices) et gardé à vue jusqu'à 19 h 30. La municipalité (à majorité R.P.R.) de Gagny refuse de prêter une salle pour qu'une réunion d'information puisse se tenir. M. Grimaldi, procureur de Bobigny, tarde à nommer un juge d'instruction. Il faudra attendre le 3 juillet pour que Auguste Hetet soit nommé (il aurait l'habitude d'enterrer les affaires d'agression raciste !). Tout le monde a es-

sayé de taire le nom du gardien de la paix, qui est finalement connu le 4 juillet. Il s'appelle Robert Gredler et serait affilié à une organisation d'extrême droite. Une bavure de plus ; on tente d'étouffer l'affaire et lorsque cela ne réussit pas, chacun ouvre le parapluie !

Nous, anarchistes, refusons de nous limiter aux simples explications comme « il y a toujours des brebis galeuses » ou encore « il y aura toujours des bavures », etc. Les habitants de la région savent que de nombreux militants d'organisations d'extrême droite sont policiers. Ils collent quelquefois des affiches ou protègent les collages. Par ailleurs, on assiste à une banalisation sociale du racisme. Chacun doit être mis en face de ses responsabilités. Le gouvernement socialiste a beau jeu de dénoncer de temps en temps (lorsque la pression publique est trop forte) ces bavures quand, dans le même temps, il désigne les immigrés comme des êtres à part. Ses propres lois empêchent le regroupement familial, compliquent et rendent plus difficile l'obtention de cartes de séjour... Que fait-on de la Déclaration des droits de l'homme en ce qui concerne la libre circulation des hommes et des idées ?

Réactions

Pour réagir contre cette agression raciste, plusieurs associations antiracistes et organisations politiques (dont notre groupe) se sont mobilisés. Une

manifestation « pour obtenir l'inculpation du gardien de la paix, des sanctions contre les auteurs des injures racistes, des coups et menaces, et une justice égale pour tous » a été organisée samedi 6 juillet à Gagny. Bien sûr, ce ne sont pas des mots d'ordre spécifiquement anarchistes ; cependant, vu la nécessité de refuser la banalisation de la violence raciste, de dénoncer le comportement démentiel de certains policiers et de briser le mur du silence mis en place par les pouvoirs publics et la municipalité de Gagny, nous nous sommes associés à cette

initiative. La manifestation a rassemblé plus de 500 participants.

Malgré les vacances, il nous faudra suivre cette affaire de près, car il est primordial que l'information passe. Seules les réactions collectives guidées par la révolte en face de l'inadmissible et une mobilisation de l'opinion publique peuvent empêcher que de telles exactions prolifèrent.

Groupe Sacco-Vanzetti

Une information du Parquet contre les trois victimes a été ouverte pour « coups et blessures sur la personne d'un fonctionnaire de police » (!).

GOULAG OU CAMP DE LA HONTE

LE 19 juin, le préfet de la Gironde confirmait l'installation d'un camp de rétention, au 1^{er} juillet, dans les locaux du commissariat central de Bordeaux, qui consistera en l'aménagement de deux pièces (sans confort) pouvant accueillir 8 personnes avec séparation hommes et femmes. Le camp sera sous le contrôle de la police urbaine (sous l'autorité de Chaban-Delmas, vive la cohabitation !).

C'est un des treize camps prévus par le gouvernement pour faciliter les 50 000 expulsions à venir (selon l'Office national de l'immigration) et sans doute pour faciliter la meilleure intégration des immigrés (!). La riposte à l'installation de ce camp de la honte se fait attendre à Bordeaux : une première manif fut un échec (40 personnes). A l'initiative de cette manif : le Comité pour la défense des droits démocratiques des travailleurs immigrés (P.C.I.). La magouille explique-t-elle le peu de participants ? Par ailleurs, le problème du camp sera au menu de la prochaine réunion unitaire (sans S.O.S.-Racisme pour cause de « Touche pas à mon gouvernement » !), car il est temps de prendre ce futur goulag au sérieux.

Fernando
Gr. Durruti

PAIN OU CHOCOLAT ?

QUAND mes parents ont débarqué du sud de l'Italie, Gare de Lyon à Paris, la guerre d'Algérie venait à peine d'éclater. A cette époque « prospère », deux millions de chômeurs ne faisaient pas encore deux millions d'immigrés en trop, et quand bien même, mes parents n'auraient pas forcément saisi la finesse dialectique du slogan en question.

Tranches (napolitaines) de vie

S'ils émigraient à l'estero, à l'étranger, en France, c'est parce que tout bonnement ils avaient faim. Ils se doutaient bien avant leur départ que pour pouvoir manger le pain des Français en toute impunité il leur faudrait au préalable construire en échange leurs maisons. Donnant, donnant. Ce qu'ils comprennent après quelques années d'abnégation euphorique c'est qu'être à la fois au four et au moulin ne rapporte pas forcément autre chose que des miettes.

Dès leur arrivée pourtant, ils avaient pris la nationalité française (« pour les enfants » qu'ils savaient destinés à grandir et à vivre sur cette portion

de planète appelée « France », et aussi parce qu'aucun nationalisme exacerbé ne troublait leur démarche. L'Italie, restée leur *mama patria* n'en avait-elle pas moins été, sur le plan social, une marâtre indigne ?).

Et petit à petit, ils étaient devenus Français, leurs enfants nés ici n'avaient eux pas même à le devenir. Bien sûr, au moindre problème, à l'école, au travail, chez l'épicier, n'importe quel franchouillard estampillé d'origine les descendait de leur statut tout neuf pour leur rappeler que dans le fond ils restaient avant tout des « ritals », des « macaronis » venus bouffer le pain des Français (alors qu'il n'y a vraiment que les Français pour manger leurs pâtes avec du pain !).

Bien des années passèrent avant qu'ils n'osent s'intéresser, poser un regard « concerné » sur la politique dans ce pays et sur ses enjeux. L'usage qu'ils firent du bulletin de vote (qui contribua modestement à installer François II^e dans son fauteuil) fut en quelque sorte l'achèvement d'une démarche qui les avait fait citoyens français à part entière malgré l'accent et les mimiques.

Ils s'installèrent d'autant bien dans leur peau d'*homo poli-*

ticus que jamais auparavant en Italie ils ne l'avaient revêtu, par insouciance et ignorance diront certains. L'illusion, comme pour beaucoup, fut de courte durée et il faudrait à présent les payer pour leur faire reprendre aujourd'hui le chemin des urnes.

S'est installé avec la déception, ce sentiment de moins en moins confus que quoi qu'on dise ou qu'on vote « ceux qui se cassent le cul pour un quignon de pain à engraisser d'autres, restent toujours les mêmes », que dans cette société « le meilleur des politiciens est à rotir », que tout, en clair, se décide ailleurs que dans un isolement. Leurs parents et grands parents les avaient pourtant prévus...

Derrière la glace

Les anarchistes, c'est entendu, doivent se battre contre toutes discriminations (entre autres, administratives) sur quelque territoire que ce soit. Si cette tâche doit même être renforcée dans un contexte de racisme galopant, ils doivent prendre garde à ne pas perdre leur identité, abandonner ce qui fait

la spécificité de leur discours au milieu du brouhaha et de la démagogie ambiante.

Ne nous voilons pas la face, se prononcer pour l'égalité des droits entre Français et immigrés désirent conserver leur nationalité d'origine (puisque c'est de ceux-là qu'il s'agit) inclus qu'on le veuille ou non de se prononcer en faveur de l'octroi du droit de vote.

Ne prétendant pas posséder la vérité absolue, conséquents avec nous-mêmes, nous sommes prêts à assumer cette contradiction. Tout en sachant que de nombreux immigrés rejettent même certains « droits » : service militaire, délégation de pouvoir et éligibilité, etc.

Si cette apparente « contradiction » nous est assumable, c'est que si nous nous battons pour le respect de la dignité de chacun, pour l'égalité des droits en général et contre toutes les discriminations, nous ne nous battons jamais pour l'octroi du droit de vote *en particulier*, nous n'en ferons pas un cheval de bataille spécifique, surtout — et c'est ce qui nous séparera à jamais des opportunistes politiques, mollissons ou gauchistes — nous ne sous-entendrons jamais que :

- l'octroi du droit de vote aux immigrés constituera une étape aussi courte soit-elle vers l'émancipation sociale ;

- que l'utilisation du bulletin de vote puisse constituer une arme à utilisation stratégique circonstancielle ou régulièrement utilisable pour imposer une quelconque reconnaissance sociale.

Pourquoi ne pas revendiquer, sinon le recours au vote politique, au parlementarisme, la conquête du pouvoir et de l'Etat par (et pour) les anarchistes d'un point de vue « pragmatique », stratégique et transitoire ?

Non le droit de vote, pour les Français comme pour les immigrés, n'est pas le droit qui précède ou résume tous les autres droits. C'est sans doute le plus abstrait, le plus dangereux dans la mesure où il tend partout, toujours à remplacer dans les têtes et dans les faits la lutte.

Les anarchistes se battent, comme toujours, mais sans joindre leur voix aux sirènes assassines des intégrationnistes de tous bords.

Luciano Loiacono
Gr. Fresnes-Antony

souscrivez... abonnez-vous... souscrivez... abonnez-vous... souscrivez.